



Commission  
européenne

# PANORAMA

ÉTÉ 2017 / N°61



La politique de cohésion  
se tourne vers l'avenir

ÉDITION SPÉCIALE

Politique  
régionale  
et urbaine



# PANORAMA

ÉDITORIAL.....	03	<b>Prof. Dominique Foray</b> , chaire en économie et management de l'innovation, École Polytechnique Fédérale de Lausanne (CH).....	28
<b>Jüri Ratas</b> , Premier ministre de la République d'Estonie.....	04	<b>Emma Marcegaglia</b> , présidente de BusinessEurope.....	29
LA CONVERGENCE REPART.....	06	<b>Kevin Morgan</b> , professeur de gouvernance et de développement, et responsable de l'engagement à l'Université de Cardiff (UK).....	30
<b>Brigitte Zypries</b> , ministre fédérale de l'économie et de l'énergie (DE).....	08	<b>Neil Bradford</b> , docteur, président du département des sciences politiques au Huron University College, Université de Western (CA).....	31
<b>Harris Georgiades</b> , ministre des finances (CY).....	09	<b>Mario Monti</b> , président du Groupe de haut niveau sur les ressources propres.....	32
<b>Günther Oettinger</b> , commissaire européen en charge du budget et des ressources humaines.....	10	POINT D'INFORMATION 3: DES INDICATEURS POUR LES FONDS ESI.....	34
<b>Paul Magnette</b> , ministre-président de la Wallonie (BE).....	12	<b>Eleni Marianou</b> , secrétaire générale de la CRPM.....	36
<b>Stavros Arnautakis</b> , gouverneur régional de la Crète (EL).....	13	<b>Robin Huguenot-Noël</b> , et <b>Alison Hunter</b> , European Policy Centre.....	37
<b>Lena Micko</b> , présidente de l'Association suédoise des autorités locales et des régions (SE).....	14	<b>Daniël Termont</b> , bourgmestre de Gand et président d'EUROCITIES.....	38
<b>František Lukl</b> , président de l'Union des villes et municipalités de la République tchèque (CZ).....	15	<b>Leo Williams</b> , directeur du Réseau européen anti-pauvreté.....	39
LES INDICATEURS RÉGIONAUX DANS L'ENQUÊTE EUROBAROMÈTRE DU PRINTEMPS.....	16	<b>Karl-Heinz Lambertz</b> , président de l'Association des régions frontalières européennes.....	40
<b>Mari Kiviniemi</b> , secrétaire générale adjointe de l'OCDE.....	18	<b>Michiel Rijsberman</b> , rapporteur de l'ARE, politique de cohésion post 2020.....	42
<b>Andrzej Porowski</b> , directeur exécutif de l'Association des villes polonaises (PL).....	20	<b>Karen Coleman</b> , animatrice/journaliste/modératrice.....	43
<b>Iskra Mihaylova</b> , présidente de la commission REGI du Parlement européen.....	21	SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES 2017.....	44
<b>Kalev Härk</b> , maire de Valga (EE), et <b>Vents Armands Krauklis</b> , maire de Valka (LV).....	22	INTERREG VOLUNTEER YOUTH.....	46
<b>Xavier Valderrama</b> , coordinateur des projets de développement urbain de l'UE, conseil communal de Santa Coloma de Gramenet (ES).....	23	DES ÉTUDIANTS IMPLIQUÉS DANS LES PROJETS INTERREG MENÉS À MALTE.....	48
<b>Michael Storper</b> , professeur de géographie économique à la London School of Economics (UK).....	24	NOUVELLES EN BREF.....	50
LA SPÉCIALISATION INTELLIGENTE COMPLÈTE L'INNOVATION.....	26	PROGRAMME.....	51

## Chers lectrices, chers lecteurs,

Le Forum Cohésion, organisé les 26 et 27 juin prochains à Bruxelles, constituera une étape importante dans le débat sur la politique de cohésion post 2020 (#EU7CF).

Ce numéro spécial de *Panorama* donne dès à présent la parole à des représentants des institutions européennes, des représentants des gouvernements, des représentants régionaux et locaux, des associations diverses ainsi qu'à des universitaires. Nous tenons vivement à les remercier pour leur contribution. Si vous le souhaitez, vous pouvez aussi nous faire parvenir votre contribution (300 mots maximum) pour publication dans la rubrique habituelle 'La parole est à vous' d'une prochaine édition du magazine.

Le concept de stratégie régionale de spécialisation intelligente est évoqué à plusieurs reprises dans ce numéro, beaucoup soulignent son importance et souhaitent qu'il soit davantage développé. Nous y reviendrons plus en détails dans le prochain numéro qui sera publié en septembre, avant la Semaine européenne des régions et des villes. Là aussi, nous sommes intéressés à lire votre expérience, vos résultats concrets, vos espoirs, vos doutes et vos suggestions.

Merci d'adresser vos commentaires à la boîte fonctionnelle regio-panorama@ec.europa.eu. – **La parole est à vous!**

Bonne lecture



**AGNÈS MONFRET**

*Chef de l'unité chargée de la communication, Direction générale de la Politique régionale et urbaine, Commission européenne*

## ÉDITORIAL

Nous sommes à un tournant dans l'histoire de notre continent. Ces dernières années, l'Europe a dû faire face à un certain nombre de crises – économique, financière et politique.

Pourtant, je crois que les historiens de demain diront que ces crises ont eu un effet de catalyseur et ont forcé l'Europe et les Européens à se poser des questions fondamentales: Quelle Europe pour demain? Que faire? Et comment?

La plus grave erreur que nous puissions commettre serait de tenir l'Europe et ses réalisations pour acquises. Selon moi, la politique de cohésion est le ciment qui unit nos valeurs et nos objectifs; le socle sur lequel repose ce que nous avons construit et que le monde entier nous envie. C'est la raison pour laquelle ce numéro de Panorama est consacré à l'après-2020 et donc, à la politique de cohésion de demain.

Dans ce numéro, nous vous présenterons le point de vue de plusieurs personnes issues d'horizons différents, y compris celui de mon collègue Günther Oettinger, commissaire en charge du budget de l'UE. D'une certaine manière, *Panorama* donne le coup d'envoi du large débat sur l'avenir de la politique de cohésion.



Le forum sur la cohésion, qui se déroulera les 26 et 27 juin prochains, nous donnera également l'occasion de discuter de l'avenir de la politique grâce à un échange de vues qui laissera une place au désaccord, sur la forme que la future politique de cohésion devrait revêtir. Notre objectif et notre vision est d'élaborer une politique de cohésion simple, rapide, rentable, plus flexible, qui se soucie de tous et qui est capable d'inciter plus de réformes dans les États membres. Nous entendons y parvenir en accordant plus d'importance aux incitatifs et moins aux sanctions.

Notre réflexion au sujet de la prochaine décennie tourne autour d'une seule et même mission, qui nous tient tout particulièrement à cœur: être au plus près des besoins de tous les Européens. Et faire en sorte que chaque citoyen, où qu'il vive, puisse véritablement profiter des bénéfices qu'apporte l'Union et jouisse des mêmes opportunités.

La politique de cohésion représente le meilleur atout de l'Europe, une Europe qui se soucie de ses citoyens, et une Europe qui construit un meilleur avenir pour ses enfants. ■

**CORINA CREȚU**

*Commissaire européenne en charge de la politique régionale*

# Des opportunités communes dans le pays et à l'étranger

Alors que l'Estonie se prépare à occuper la présidence de l'UE plus tard cette année, Jüri Ratas, Premier ministre estonien, explique l'importance de la politique de cohésion pour son pays et ses citoyens. Il aborde également la manière dont l'Europe dans son ensemble peut en tirer profit à l'avenir.



*Quel rôle ont joué les fonds de cohésion de l'UE pour les citoyens estoniens depuis l'adhésion de votre pays à l'UE?*

La politique de cohésion de l'UE a énormément contribué au développement économique et à la compétitivité de l'Estonie. En plus du financement national, la politique de cohésion a permis d'apporter d'importants changements structurels. Sans elle, il aurait été très difficile, voire impossible, de les mettre en œuvre. Notre expérience montre que la politique de cohésion, combinée à une bonne politique économique, mène à la convergence, à savoir l'objectif principal de la politique.

Les fonds de cohésion ont de nombreux effets positifs sur le quotidien des Estoniens. Par exemple, nos citoyens bénéficient d'un meilleur accès à l'eau potable, de meilleures routes et de meilleurs services de transport ferroviaire, sans oublier un meilleur accès aux services à large bande rapide sur l'ensemble du territoire. Grâce au financement de l'UE, 99% du secteur public n'emploie plus de papier, ce qui permet aux Estoniens de gérer en ligne la plupart de leurs questions administratives. Les fonds de la politique de cohésion

ont encouragé la croissance des exportations ainsi que l'innovation. En effet, le nombre d'entreprises exportatrices a augmenté, et les sociétés accordent plus d'attention à l'innovation et au développement de produits. De nombreuses écoles, universités et hôpitaux ont été modernisés. Les fonds de cohésion ont également aidé quelque 95 000 personnes à trouver un emploi. Pour toutes ces raisons, les Estoniens ressentent fortement les bénéfices des fonds de la politique de cohésion. Ces derniers contribuent à créer et à maintenir des emplois, améliorent la productivité et favorisent la convergence du pays.

*Depuis son adhésion à l'UE, quels bénéfices l'Estonie a-t-elle notés dans sa collaboration avec les autres États membres et régions de l'UE? Avez-vous des exemples d'enseignements que l'Estonie applique désormais?*

Il est essentiel de collaborer avec les autres États membres pour pouvoir surmonter les défis transfrontaliers qui concernent plusieurs États. Une bonne illustration de cette collaboration est celle des programmes de coopération territoriale européenne. Ils sont importants pour les régions et les organi-

sations lorsqu'elles sont confrontées à des défis transfrontaliers propres à une région. Je pense notamment à la protection de la mer Baltique ou aux problèmes rencontrés par l'ensemble de l'Europe dans différents domaines, comme l'efficacité énergétique.

Des connexions physiques et numériques homogènes permettent aux États membres de profiter pleinement des avantages économiques du marché unique et d'améliorer la compétitivité de l'Union. Nous avons connu des expériences positives et obtenus des résultats concrets dans le développement de services numériques transfrontaliers, par exemple entre l'Estonie et la Finlande, et l'ensemble de l'Europe dispose d'un immense potentiel en la matière. Le développement d'un nouveau réseau ferroviaire à grande vitesse avec un écartement des rails européen, Rail Baltica, illustre notre coopération avec nos voisins immédiats, mais aussi avec les autres États affectés par la construction de ce tronçon manquant du réseau ferroviaire central européen. Cette expérience nous a appris qu'il était essentiel de parvenir à une compréhension commune des bénéfices de ces projets pour les citoyens et les entreprises des différents pays.



## REPUBLIC OF ESTONIA GOVERNMENT

*«L'UE doit non seulement parler d'une même voix, mais aussi agir comme une seule entité, car l'unité prend tout son sens dans l'action.»*

*Au cours du deuxième semestre 2017, l'Estonie exerce la présidence du Conseil de l'UE pour la première fois depuis son adhésion en 2004. Comment le pays vit-il cette opportunité?*

La présidence estonienne du Conseil de l'UE tombe à un moment décisif pour l'Union. L'UE doit non seulement parler d'une même voix, mais aussi agir comme une seule entité, car l'unité prend tout son sens dans l'action. Durant notre présidence, nous souhaitons nous renforcer pour être plus forts à l'avenir afin que les avantages procurés par l'UE puissent finalement toucher chaque pays, ville, municipalité et famille. La présidence comporte de nombreuses responsabilités car l'UE est devenue une partie intégrante de notre quotidien.

*Quels défis représente la présidence pour votre pays et comment ont-ils influencé l'élaboration des priorités de la présidence?*

Le principal objectif de l'Estonie durant la présidence est de garder l'unité de l'UE et son rôle déterminant. L'Union s'appuie sur les quatre libertés fondamentales et une

vision commune de la paix et de la prospérité. En gardant cela à l'esprit, l'objectif de la présidence estonienne consiste à aborder les questions qui contribuent à bâtir et à promouvoir une Europe dotée d'une économie ouverte et innovante, à maintenir la sûreté et la sécurité, à favoriser une Europe numérique et la libre circulation des données, et à garantir que les actions de l'UE sont inclusives et durables.

*Quelles sont les priorités de la présidence de l'Estonie dans le domaine de la politique de cohésion et comment comptez-vous procéder?*

Nous avons deux principales priorités dans le domaine de la politique de cohésion. La première est de faire avancer les discussions sur l'avenir de la politique de cohésion au sein du Conseil. Nous attendons le 7<sup>e</sup> rapport sur la cohésion, les propositions du groupe de haut niveau sur la simplification mené par Siim

Kallas, le document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE, et d'autres. La seconde priorité est de poursuivre le travail sur le règlement «omnibus» qui vise à simplifier la politique. Il s'agit d'un dossier assez complexe, mais nous ferons de notre mieux pour le faire avancer.

*Comment voyez-vous les priorités et les mécanismes de mise en œuvre de la politique de cohésion évoluer après 2020? Qu'attendez-vous du forum sur la cohésion qui aura lieu à Bruxelles fin juin?*

La politique de cohésion est essentielle car elle est la seule politique de l'UE qui apporte la stabilité et les moyens financiers pour mener des réformes structurelles à long terme. Sans elle, de nombreuses réformes et de nombreuses avancées économiques stagneraient dans les États membres. Alors que nous cherchons à accroître son efficacité, nous devons envisager de la simplifier et de l'orienter davantage sur les résultats. Nous devons également prendre en compte son harmonisation avec la politique et les autres instruments de financement de l'UE. Le forum sur la cohésion de juin est l'occasion idéale de trouver des solutions pour rendre la politique de cohésion la plus efficace possible pour l'Europe. ■

*«Les fonds de cohésion ont de nombreux effets positifs sur le quotidien des Estoniens.»*

# Les régions européennes convergent à nouveau

**Cet article montre comment les disparités régionales dans l'UE ont évolué depuis 2000. L'UE s'est engagée à réduire ces disparités, et la politique de cohésion apporte un plus grand soutien aux régions moins développées pour les aider à rattraper leur retard. Une analyse plus détaillée sera intégrée dans le 7<sup>e</sup> rapport sur la cohésion.**

En 2015, plus d'un citoyen européen sur quatre (27% de la population totale de l'UE) vivait dans une région avec un PIB par habitant (SPA) inférieur à 75% de la moyenne de l'UE (voir carte), selon les dernières données publiées par Eurostat.

La plupart de ces régions sont situées dans les États membres d'Europe centrale et orientale, mais aussi en Grèce, dans le Sud de l'Italie, au Portugal et dans plusieurs régions ultrapériphériques. Toutes les régions de Bulgarie et de Roumanie – à l'exception des régions-capitales de Yugozapaden et Bucarest-Ilfov – enregistrent des niveaux inférieurs à 50% de la moyenne européenne.

Néanmoins, entre 2000 et 2015, toutes les régions des États membres de l'Europe centrale et orientale ont vu leur PIB par habitant augmenter par rapport à la moyenne européenne. De larges

augmentations peuvent généralement être mesurées dans les régions-capitales, comme en Bulgarie et en Roumanie, où le PIB par habitant a doublé par rapport à la moyenne européenne, ainsi qu'en Slovaquie, où il a presque doublé.

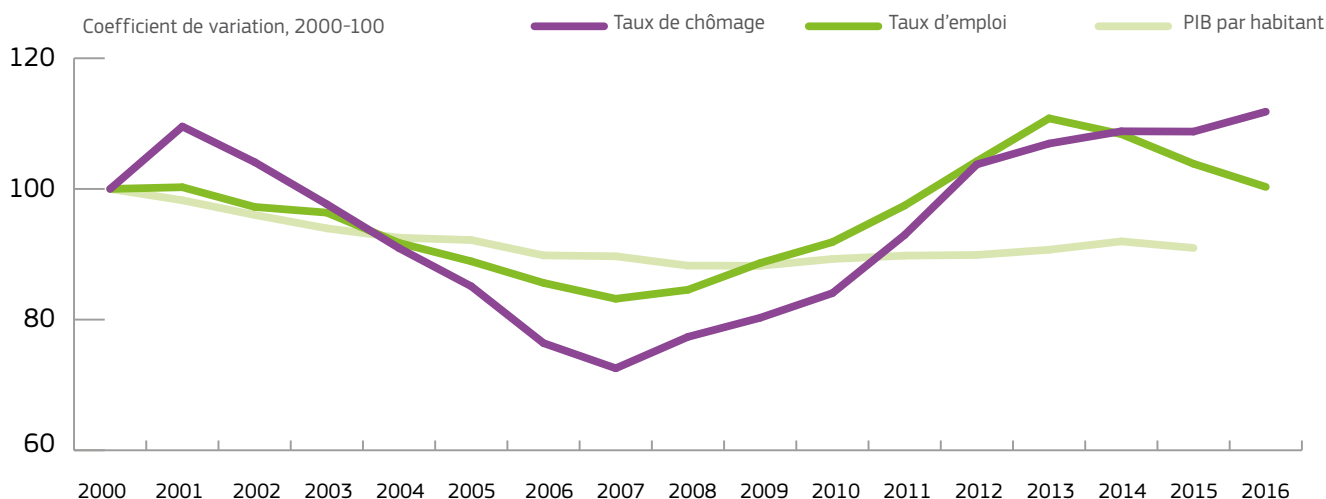
En raison de la crise économique, la situation dans les régions grecques s'est détériorée. En 2011, quatre des 13 régions avaient un PIB par habitant supérieur à 75% de la moyenne européenne. En 2015, ce chiffre est tombé à seulement deux: la région-capitale de Attiki (95%) et de Notio Aigaiio (75%). L'Italie a également souffert durant la crise. En 2011, cinq régions enregistraient un PIB par habitant inférieur à 75% de la moyenne européenne, alors qu'en 2015, sept régions étaient concernées.

Au Portugal, seules deux régions se situent au-dessus du seuil de 75%, la région métropolitaine de Lisbonne (103%) et l'Algarve (79%), avec très peu de changements notés depuis 2011.

## Le retour de la convergence

Les données les plus récentes sur le PIB montrent le processus de convergence entre les régions européennes. Il a été interrompu par la crise, mais commence lentement à reprendre. Avant la crise, les disparités entre les économies régionales de l'UE diminuaient (le coefficient de variation du PIB régional par habitant a chuté de 12%

## COEFFICIENT DE VARIATION DU PIB PAR HABITANT, TAUX D'EMPLOI (20/64), TAUX DE CHÔMAGE, UE/28 RÉGIONS NUTS 2, 2000/2016



Source: Eurostat et calculs de la DG REGIO

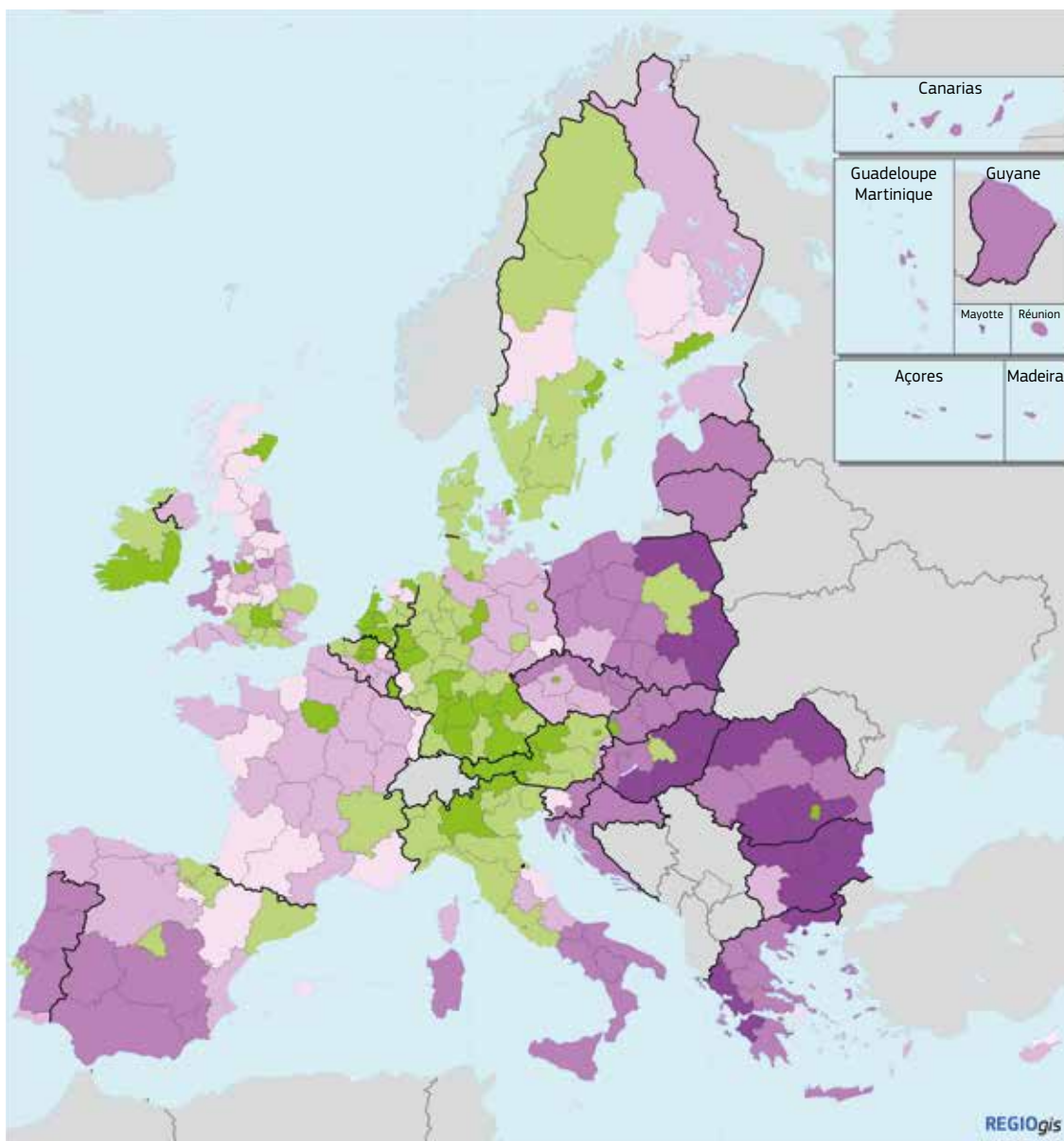


entre 2000 et 2008). Cela s'explique principalement par le fait que les régions ayant le PIB par habitant le plus faible se développaient plus rapidement que la moyenne et rattrapaient leur retard par rapport aux régions plus prospères.

Cependant, la crise semble avoir mis un terme à cette tendance. Entre 2008 et 2015, les disparités régionales ont légèrement augmenté (le coefficient de variation a augmenté de 4%), mais elles sont restées inférieures au niveau de 2000. Entre 2014 et 2015, les disparités

ont recommencé à chuter, bien qu'il soit trop tôt pour dire si cette tendance se poursuivra.

Les disparités en matière d'emploi diminuent depuis 2013, même si elles avaient auparavant connu une augmentation considérable en raison de la crise. Les disparités ici restent bien supérieures aux niveaux d'avant la crise. En revanche, les disparités en matière de chômage au niveau régional continuent d'augmenter, mais, depuis 2012, ces augmentations ralentissent.



PIB par habitant (SPA), 2015

Indice, UE-28 = 100

- < 50
- 50 - 75
- 75 - 90
- 90 - 100
- 100 - 125
- >= 125

Les valeurs pour les deux régions de l'Irlande ont été estimées en utilisant la valeur nationale.

Source: Eurostat, DG REGIO

# Les exigences de la future politique de cohésion de l'UE

À une époque où beaucoup de personnes sont eurosceptiques, et face aux nouveaux défis mondiaux, la politique de cohésion de l'UE devient de plus en plus importante. Elle illustre notre communauté de valeurs partagées et la solidarité qui existe au sein de l'Union européenne. Dans tous les États membres et les régions, de nombreux projets ont un impact direct au niveau local.



Brigitte Zypries  
Ministre fédérale de l'Économie  
et de l'Énergie, Allemagne

Il ne fait aucun doute que le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE sera confronté à des défis particuliers. Par conséquent, le poids de la politique européenne s'en verra quelque peu modifié. Confrontés à une probable diminution des fonds et donc à une réduction du budget, tous les domaines de dépenses sont concernés, et la politique de cohésion ne fait pas exception. À l'avenir, le soutien provenant des fonds structurels et d'investissement européens devra être mieux intégré et être plus efficace que jamais.

En raison de son rôle fondamental dans le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE, la politique de cohésion sera encore un domaine d'investissement considérable et sera toujours essentielle à la politique économique et d'emploi de l'UE. À l'avenir, toutes les régions de l'UE bénéficieront encore du soutien de la politique de cohésion en fonction de leur développement structurel et de leurs besoins respectifs. Par conséquent, l'objectif principal reste la réduction du retard accumulé par les régions fortement défavorisées. En même temps, cependant, la politique de cohésion devrait également fournir des fonds pour aider les régions à relever efficacement les nouveaux défis, tels que la migration et l'évolution démographique. Dans le cadre des objectifs spécifiques à chaque fonds, la politique de cohésion soutient la croissance intelligente, durable, innovante et inclusive, ainsi que l'emploi. Nous souhaitons poursuivre le développement de la concentration thématique introduite dans la période de financement actuelle.

La politique de cohésion ne peut réussir sur le long terme que si nous apportons en même temps les bonnes conditions au cadre macroéconomique. À l'avenir, l'accent devrait donc être mis sur les réformes structurelles dans les États membres, car elles nécessitent un soutien accru. Dans ce contexte, les fonds structurels européens peuvent servir de catalyseur de premier plan aux réformes structurelles requises. À cette fin, nous devons connecter plus étroitement la politique de cohésion et la coordination économique de l'UE, et mettre en place des incitations efficaces pour ces réformes structurelles. De notre point de vue, en plus de renforcer les conditionnalités *ex ante*, ce processus doit également mieux suivre de manière systématique les

recommandations par pays qui peuvent être traitées par la politique de cohésion.

Les exigences relatives au système de gestion et de contrôle actuel doivent de toute évidence être simplifiées. Il serait donc plus judicieux de simplifier le soutien au sein du cadre juridique existant, plutôt que d'annoncer une nouvelle refonte totale du système. Cette démarche implique d'adopter une nouvelle approche différenciée. En s'appuyant sur des critères objectifs et non discriminatoires, les grandes différences entre les États membres devraient être mieux surmontées à l'avenir. ■

« La politique de cohésion ne peut réussir sur le long terme que si nous apportons en même temps les bonnes conditions au cadre macroéconomique. »



Bundesministerium  
für Wirtschaft  
und Energie



# La vision de Chypre sur la politique de cohésion après 2020

## Les débats actuels et à venir sur la politique de cohésion pour la période après 2020 se tiennent dans un climat radicalement différent de celui des négociations portant sur la période 2014-2020.

L'examen à mi-parcours du cadre financier pluriannuel (CFP), les débats sur l'avenir des dépenses et du financement de l'UE après 2020, ainsi que les négociations imminentes sur le Brexit confèrent un caractère complexe et unique aux discussions relatives à l'avenir de la politique de cohésion.

La politique de cohésion post 2020 devrait poursuivre la lutte contre les disparités régionales. Pour y parvenir, elle devrait toujours figurer dans les priorités du prochain CFP après 2020. Le maintien d'une politique de cohésion forte est essentiel pour les petits États membres comme Chypre, où les effets négatifs de la récente crise économique et monétaire ont sérieusement nui à sa compétitivité et à son potentiel de croissance, et ont entraîné d'importantes restrictions budgétaires.

En poursuivant la lutte contre les disparités, la prochaine politique de cohésion devrait également pouvoir faire face aux différentes réalités sociales, territoriales et économiques des États membres. Dans ce contexte, les prochaines discussions relatives au mécanisme d'allocation de la future politique de cohésion et à sa concentration thématique pourraient aussi explorer de nouvelles voies, telles que l'introduction de critères spécifiques liés aux besoins et aux particularités des pays et/ou des régions.

En parallèle, il faudrait continuer à davantage harmoniser la politique de cohésion et les objectifs plus larges de l'UE en matière de croissance et d'emploi au cours de la période après 2020. Ainsi, la cohérence et l'homogénéité avec le Semestre européen devraient être renforcées.

En ce qui concerne les futurs modes de financement, l'utilisation accrue des instruments financiers constitue une bonne base pour orienter l'investissement vers les domaines prioritaires de l'UE. Le rôle des instruments financiers après 2020 sera plus important en raison des avantages qu'ils apportent en termes d'efficacité et de durabilité des fonds publics.



Harris Georgiades  
Ministre des finances  
Chypre

Un autre défi que rencontrera la future politique de cohésion sera de mieux informer la société au sens large de sa performance. Le rôle de la politique dans les aspects économiques et sociaux quotidiens des citoyens devrait être communiqué de manière plus minutieuse, en particulier dans les États membres situés en périphérie de l'UE.

En outre, les efforts actuels destinés à simplifier le mécanisme de la politique de cohésion et à rationaliser les exigences en matière de contrôle, de suivi et de rapport la rendront également plus accessible aux citoyens et moins intimidante en termes de procédures et bureaucratie. ■

« Le rôle des instruments financiers après 2020 sera plus important en raison des avantages qu'ils apportent en termes d'efficacité et de durabilité des fonds publics. »



Κυπριακή Δημοκρατία

# Surmonter ensemble les défis économiques et politiques

**Günther Oettinger, commissaire européen en charge du budget et des ressources humaines, examine le futur rôle de la politique de cohésion dans le budget de l'UE.**



*Comment la prochaine période de financement peut-elle être plus en phase avec les défis politiques et économiques actuels?*

C'est exactement ce que le processus de réflexion sur l'avenir de l'UE à 27 lancé par la Commission devrait nous dire. Avec ma collègue commissaire, Madame Crețu, nous préparons un document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE. Il contribuera au débat sur l'avenir de l'Europe et s'accompagnera d'autres documents consacrés aux priorités politiques et économiques de l'UE: la dimension sociale de l'Europe, la mondialisation, la défense et l'avenir de l'Union économique et monétaire. Il présentera les différentes problématiques, options et compromis que nous pourrions avoir à aborder en fonction des scénarios choisis pour l'avenir de l'UE.

Je souhaite que ce débat soit positif. Je crois que c'est possible: tant que le budget de l'UE tient mieux compte des priorités politiques et est axé sur les programmes et les domaines politiques qui apportent une véritable valeur

*« Je suis plutôt rassuré par la reconnaissance commune du rôle crucial joué par le budget de l'UE dans la construction européenne. Il apporte la stabilité et symbolise la solidarité et l'importance de travailler ensemble. »*

ajoutée européenne. «Aucun euro dépensé sans valeur ajoutée pour l'UE» devrait être notre principe directeur. Il signifie que l'Europe peut mieux surmonter ses défis économiques et politiques en restant unie.

*Quel rôle voyez-vous pour la politique de cohésion après 2020 pour contribuer à la croissance économique de l'Europe?*

La politique de cohésion contribue à la croissance économique et à la création d'emplois. Elle aide également de nombreuses régions à se développer. Il ne fait donc aucun doute qu'elle apporte de la valeur à l'UE. Au cours des crises économique et financière, et par la suite, elle a permis d'éviter de graves pertur-

bations dans de nombreuses régions. Cette politique devrait donc toujours constituer une partie essentielle du prochain budget de l'UE. Mais nous devrions envisager d'améliorer sa valeur ajoutée pour l'UE en ciblant encore davantage les projets qui contribuent fortement aux priorités européennes, notamment la croissance et l'emploi. Une question importante est de savoir si nous devrions nous concentrer davantage sur les régions dans le besoin ou non. Nous devons réfléchir à la manière d'aider les régions sérieusement touchées par la mondialisation et l'évolution technologique. Enfin, nous devons veiller à simplifier ses règles de mise en œuvre afin de réduire les charges administratives qui pèsent sur tous.

*« Il ne faut pas négliger de communiquer efficacement les résultats de la politique de cohésion. C'est une responsabilité partagée avec les États membres et les autorités locales et régionales. »*



Un autre argument qui, selon moi, plaide en sa faveur, à la lumière de l'expérience actuelle, c'est que la politique de cohésion est la plus efficace lorsqu'elle est déployée dans un cadre économique national orienté vers la croissance. En d'autres termes, lorsque les réformes structurelles nécessaires sont menées pour garantir que le cadre juridique, les capacités administratives et l'environnement commercial pertinents sont en place. Je pense que le prochain cadre financier devrait renforcer le lien entre la politique de cohésion et le programme de gouvernance économique.

***Comment la politique de cohésion aiderait/peut aider l'UE à se rapprocher de ses citoyens?***

La meilleure manière pour la politique de cohésion de démontrer sa valeur aux citoyens européens est de répondre à leurs besoins et à leurs attentes: créer de l'emploi et de la croissance, et contribuer à traiter les nouvelles priorités telles que la sécurité énergétique, la migration, la défense et la sécurité.

Bien sûr, il ne faut pas négliger de communiquer efficacement les résultats de la politique

de cohésion. La communication est une responsabilité partagée avec les États membres, les autorités locales et régionales. Mais, même si les réglementations imposent de fournir des informations sur les projets financés par la politique de cohésion, il est important de trouver les bons canaux et de cibler le bon public pour s'assurer de bien passer le message sur les avantages du soutien de l'UE.

Les actions concrètes à prendre doivent recourir à tous les instruments existants. Il s'agit de s'engager avec les autorités nationales, régionales et locales, et aussi d'équilibrer le recours aux campagnes de médias et de médias sociaux avec les débats/événements publics qui sensibilisent les citoyens et leur donnent l'occasion d'exprimer leur avis.

***Différentes personnes et associations défendant différents intérêts ont exprimé leur avis sur le prochain cadre financier pluriannuel. Voyez-vous un (ou plusieurs) fil(s) conducteur(s) commun(s) dans ces avis? Si oui, lequel (lesquels)?***

Je suis plutôt rassuré par la reconnaissance commune du rôle crucial joué par le budget

de l'UE dans la construction européenne. Il apporte la stabilité et symbolise la solidarité et l'importance de travailler ensemble. Le souhait de voir le budget plus adapté aux priorités politiques en constante évolution, et de le rapprocher des citoyens européens est certainement un fil conducteur.

Ces attentes sont tout à fait légitimes, bien sûr, mais il existe différentes manières et visions pour y répondre. À ce stade, je n'ai aucune idée préconçue sur le prochain Cadre financier pluriannuel (CFP)... Il est trop tôt pour se prononcer. Bien que j'aie évidemment mes préférences, je reste ouvert aux visions de toutes les parties prenantes et aux résultats du débat public sur l'avenir de l'UE à 27, et c'est le plus important. ■

# Politique de cohésion: une véritable valeur ajoutée pour les régions

Face au contexte de défiance que l'Europe connaît – en raison des nombreuses crises qui la traversent –, l'Union européenne doit capitaliser sur ses politiques les plus efficaces. Parmi celles-ci, la politique de cohésion tient une place de choix, et a prouvé à maintes reprises qu'elle était l'une des seules qui pouvait aider l'UE à retrouver une image positive auprès des citoyens.

La programmation 2014-2020 l'a confortée en tant qu'outil d'investissement majeur de l'Union et comme levier essentiel pour la mise en œuvre des priorités de l'agenda européen. Par son effet catalyseur de l'investissement public et privé vers des projets à forte valeur ajoutée européenne et de collaborations fortes à travers l'Union, la politique de cohésion permet de concrétiser un lien de solidarité fort entre l'UE, les États membres et leurs régions, et surtout entre ces derniers, les entreprises et les citoyens.

Le Forum est donc l'occasion pour la Wallonie de mettre en avant la valeur ajoutée de la politique de cohésion, en chœur avec les nombreux partisans de cette dernière.

En Wallonie, durant la programmation 2007-2013, ce sont quelque 10 996 emplois qui ont été créés à travers des mesures de soutien à la création d'entreprises et d'emploi soutenues par le Fonds européen de déve-



Paul Magnette  
Ministre-président de la Wallonie

loppement régional, et 401 chercheurs recrutés dans le cadre des activités de recherche et de développement, tandis que, dans le cadre des actions du Fonds social européen, un million de participants, dont la plupart se trouvaient particulièrement éloignés du monde du travail, ont bénéficié d'un accompagnement ou d'une formation.

*«La politique de cohésion tient une place de choix, et a prouvé à maintes reprises qu'elle était l'une des seules qui pouvait aider l'UE à retrouver une image positive auprès des citoyens.»*

On soulignera également le développement d'une approche intégrée du développement régional, d'écosystèmes forts, et de collaborations avec d'autres régions européennes et, en particulier, le développement d'une stratégie régionale de spécialisation intelligente, qui se révèle être un outil de coordination

particulièrement efficace. Cette approche doit non seulement être maintenue mais encore davantage développée afin que la politique de cohésion constitue un levier majeur des stratégies régionales déjà en place dans l'UE.

Dans le cadre du chantier initié par le «Livre blanc sur l'avenir de l'Europe», la politique de cohésion doit être un élément central des réflexions. Alors que les 28, bientôt 27, États membres cherchent à retrouver l'essence du projet européen, il importera à l'UE de ne pas se rendre étrangère à ses propres citoyens, en omettant cette politique de solidarité entre les peuples, mais au contraire de la renforcer pour faire face au plus grand défi qu'elle a eu à surmonter: celui de l'émergence d'une UE forte de ses héritages multiples et de son avenir commun, qui «*parle d'une seule et même voix, dans toutes ses langues, de toutes ses âmes.*» ■



**Wallonie**

# Quelques réglages et cap sur la croissance

Les ajustements à apporter à la politique de cohésion de l'UE doivent s'accompagner d'un changement de cap qui s'appuie sur l'importance de l'approche territoriale du développement régional.

En même temps, les économies grecque et européenne dépendent des évolutions de la sphère économique mondiale. Au niveau européen, la nature de la crise et le lien étroit qui unit les différentes économies nécessitent une nouvelle forme de compréhension entre les pays ainsi qu'une action coordonnée.

«*La politique de cohésion est requise pour contribuer de manière considérable à la relance des économies nationales et régionales.*»

Dans ce contexte, la politique de cohésion constitue un pilier de base. Ainsi, les régions grecques, dont la Crète, en ont considérablement bénéficié, étant donné que des ressources communautaires de près de 64 milliards d'EUR ont été injectées dans notre pays au cours de ces 20 dernières années.

Ces ressources nous ont permis de mettre en place un solide réseau d'infrastructures destiné à améliorer l'entrepreneuriat, l'administration publique et les ressources humaines. L'évaluation de la période 2007-2013 révèle que les fonds structurels ont

favorisé une augmentation de 4% du PIB, en particulier dans les régions de convergence. En outre, 122 000 nouvelles petites et moyennes entreprises ainsi que 322 000 emplois ont été créés. Au total, plus de 940 000 nouveaux emplois ont vu le jour grâce aux fonds.

Alors que de nombreuses régions européennes sont touchées par la crise économique, la politique de cohésion est nécessaire car elle contribue de manière considérable aux efforts de relance des économies nationales et régionales. En effet, le cadre réglementaire pour la période 2014-2020 nous encourage à orienter les ressources disponibles vers les secteurs et activités qui entraînent la plus forte croissance.

Aujourd'hui, la valeur ajoutée et l'efficacité de la politique de cohésion sont pour tant débattues par les décideurs politiques, les universitaires et les autres parties intéressées.

En tant que représentant de la Crète – une région insulaire d'Europe – j'aimerais souligner que la politique de cohésion est essentielle au développement des régions européennes et à la prospérité des citoyens. Il s'agit d'un pilier essentiel de l'Union européenne qui doit être maintenu après la période de programmation actuelle. En effet, la possibilité de disposer d'un soutien supplémentaire devrait être envisagée afin qu'elle puisse remplir la mission qui lui est assignée.

Pour cette raison, nous tous qui représentons les régions européennes avons le devoir de mettre en avant les avantages et l'importance de cette politique, afin de



Stavros Arnaoutakis  
Gouverneur régional de Crète

la préserver des considérations politiques à court terme. Nous souhaitons nous engager dans un dialogue constructif qui permettra de déterminer les ajustements institutionnels nécessaires, les simplifications de procédures ainsi que les stratégies qui renforceront la politique de cohésion et qui auront un impact réel aux niveaux européen et international. ■



Περιφέρεια Κρήτης  
Region of Crete



# La politique de cohésion est essentielle au développement des capacités d'innovation des régions suédoises

Alors que l'UE est ébranlée par différents désaccords, une politique de cohésion forte est plus importante que jamais.



Lena Micko  
Présidente de l'Association suédoise  
des autorités locales et des régions  
(SALAR)

L'UE est aujourd'hui confrontée à d'importants défis. Le flux de réfugiés exerce une forte pression, non seulement sur les États membres, mais aussi sur la coopération européenne dans son ensemble. Le résultat du référendum britannique a également mis à mal la cohésion européenne. En outre, l'UE fait face à d'importants défis mondiaux, comme le changement climatique, l'urbanisation ou le vieillissement de la population et est confrontée à des défis structurels sur le marché du travail en raison de l'évolution rapide des technologies. Ces défis devront assurément être abordés dans le prochain cadre financier.

La politique de cohésion actuelle aborde déjà une grande partie de ces défis et mobilise les sphères locale et régionale, ce qui est par ailleurs essentiel pour parvenir à des résultats concrets. Je suis convaincue que cette politique doit également jouer un rôle central dans le prochain cadre financier pluriannuel.

La politique de cohésion permet en effet aux autorités locales et aux régions de

participer au projet européen. Au niveau local, l'UE se rend visible et améliore la vie des citoyens grâce à ces investissements. La politique de cohésion peut jouer un rôle décisif pour l'UE qui souhaite renforcer sa crédibilité.

En Suède, le Fonds social européen (FSE) aide considérablement les nombreux immigrants nouvellement arrivés dans de nombreuses municipalités et régions. Il finance par exemple des mesures en matière d'orientation ainsi qu'une formation linguistique afin de développer les qualifications professionnelles des immigrantes pour qu'elles puissent trouver un emploi. Toutefois, selon l'association SALAR, certains ajustements en matière d'orientation s'avéreront nécessaires.

Nous pensons que les fonds peuvent être utilisés de manière encore plus efficace pour soutenir les initiatives d'intégration. Nous encourageons la mise en place d'une initiative spéciale pour l'emploi destinée aux immigrants nouvellement arrivés au titre du FSE. Elle s'apparenterait à l'initiative pour l'emploi destinée aux jeunes lancée par la Commission au cours de la période de programmation actuelle.

Cette initiative devrait cibler les États membres et les régions qui ont accueilli le plus grand nombre d'immigrants. Elle viserait à créer les conditions propices à l'intégration et à la formation de ces personnes. Ainsi, le FSE répondrait aux besoins régionaux en matière de compétences et de qualifications.

En Suède, la politique de cohésion joue aussi un rôle décisif en soutenant les efforts des

« La politique de cohésion permet aux autorités locales et aux régions de participer au projet européen. Au niveau local, l'UE se rend visible et améliore la vie des citoyens grâce à ces investissements. »

régions en matière d'innovation. La spécialisation intelligente est une méthodologie de travail particulièrement efficace qui permet d'affecter les ressources au niveau régional. Elle s'appuie sur les points forts de chaque région et contribue ainsi au développement de l'ensemble de l'Europe. Un intérêt accru porté à la spécialisation intelligente lors de la prochaine période de programmation favoriserait l'interconnexion des projets, de meilleures synergies avec les autres programmes de l'UE et la complémentarité et la coopération entre les régions européennes. ■



Swedish Association  
of Local Authorities  
and Regions

Les 290 municipalités ainsi que les 20 conseils de comté et les régions de Suède font partie de l'Association suédoise des autorités locales et des régions. SALAR représente et agit sur leur initiative pour leur fournir les meilleures conditions propices à leur autonomie.

<https://skl.se/english>

# Privilégier l'approche locale pour surmonter les disparités régionales

En République tchèque, les conditions préalables pour permettre aux gouvernements locaux d'accéder à davantage de subventions européennes comprennent la diminution de la bureaucratie et des contrôles, et une amélioration du système.

**D**urant la période de programmation 2007-2013, les gouvernements locaux en République tchèque ont mis en œuvre plus de 23000 projets, pour un montant dépassant les 153 milliards de CZK (environ 5,46 milliards d'EUR), en recourant aux subventions de l'UE. Les fonds de l'UE ont donc joué, et jouent toujours, un rôle important dans le financement du secteur public. Ils ont notamment permis de réaliser d'importants investissements dans le domaine de l'environnement. D'autres projets de moindre envergure mais essentiels pour le développement local ont également été soutenus.

Pour aider un endroit précis et sa population, les villes et les villages pourraient toucher le double du montant mis initialement à leur disposition par les fonds européens au cours de la première période de programmation. Le recours aux fonds de la politique de cohésion économique, sociale et territoriale a été, est – et devrait rester – l'une des meilleures opportunités qui se sont présentées à la République tchèque depuis son adhésion à l'UE.

Afin de rendre leur absorption efficace, la future politique de cohésion devrait s'appuyer sur les résultats des stratégies régionales et nationales des États. En d'autres termes, elle devrait reposer sur les besoins propres à un pays. Les bons cadres associés aux partenaires régionaux montrent précisément les domaines à privilégier, et donc à soutenir, dans la politique de cohésion.



František Lukl  
Président de l'Union des villes et municipalités de la République tchèque

*“ Les outils de la politique de cohésion sont synonymes de lourdes charges administratives et de règles complexes et irrégulières difficiles à suivre, en particulier pour les plus petites villes et municipalités. ”*

Les véritables besoins d'un territoire ne peuvent être déterminés que localement, par le bas. Une approche territoriale doit donc être encouragée. Pour cette raison, les prochaines demandes devraient veiller à surmonter les disparités économiques régionales. Il est désormais établi que la politique de cohésion ne devrait pas se concentrer uniquement sur les questions économiques et d'investissement. Elle devrait plutôt chercher à rendre les zones rurales et montagneuses éloignées et les périphéries intérieures plus attractives en soutenant leur croissance et en augmentant l'emploi local et la qualité de vie. L'objectif devrait être de permettre aux citoyens de demeurer dans ces zones et de contribuer au développement de leur territoire.

En tant que président de l'Union des villes et municipalités de la République tchèque et maire de la ville de Kyjov, je voudrais également souligner l'existence de certains obstacles qui limitent la capacité des municipalités à recourir

aux outils de la politique de cohésion. Premièrement, il s'agit des lourdes charges administratives et des règles complexes et irrégulières difficiles à suivre, en particulier pour les plus petites villes et municipalités. C'est pourquoi ces gouvernements locaux bénéficient moins des subventions européennes.

Deuxièmement, la République tchèque est dotée d'un système de contrôle complexe, ce qui représente un autre problème majeur. Les mêmes projets sont vérifiés par différents organismes de contrôle, qui parviennent souvent à des conclusions différentes. Les municipalités vivent donc toujours dans la crainte de sanctions. Cette situation ne favorise certainement pas la stabilité du système pour obtenir des subventions de l'UE. Elle décourage même complètement de nombreux gouvernements locaux de mettre en œuvre un projet financé par l'UE.

Il est indispensable de prendre les informations et les expériences locales en considération lors de la préparation de la prochaine période de programmation. L'administration nécessaire aux projets européens devrait être réduite, le système de subventions simplifié et les contrôles uniformisés. Alors seulement, les gouvernements locaux auront le désir (et le courage) de mettre en œuvre des projets financés par l'UE et de poursuivre l'objectif principal de la politique de cohésion visant à réduire les disparités régionales. ■

.....  
svaz měst a obcí  
**SMO**  
ČESKÉ REPUBLIKY

L'Union des villes et municipalités de la République tchèque est une organisation bénévole, apolitique et non-gouvernementale créée en tant que groupe d'intérêt composé d'entités juridiques:

<http://www.smocr.cz/default.aspx?languageCode=EN>

# La sensibilisation et la perception des citoyens sur la politique régionale de l'UE sont en nette amélioration

La dernière enquête Eurobaromètre sur la politique régionale (ÉTÉ 2017) fournit de nombreux résultats intéressants. Une fois encore, ils apportent des indications utiles pour toutes les personnes chargées de la communication de la politique régionale de l'UE.

## Le Fonds de solidarité de l'UE est très populaire

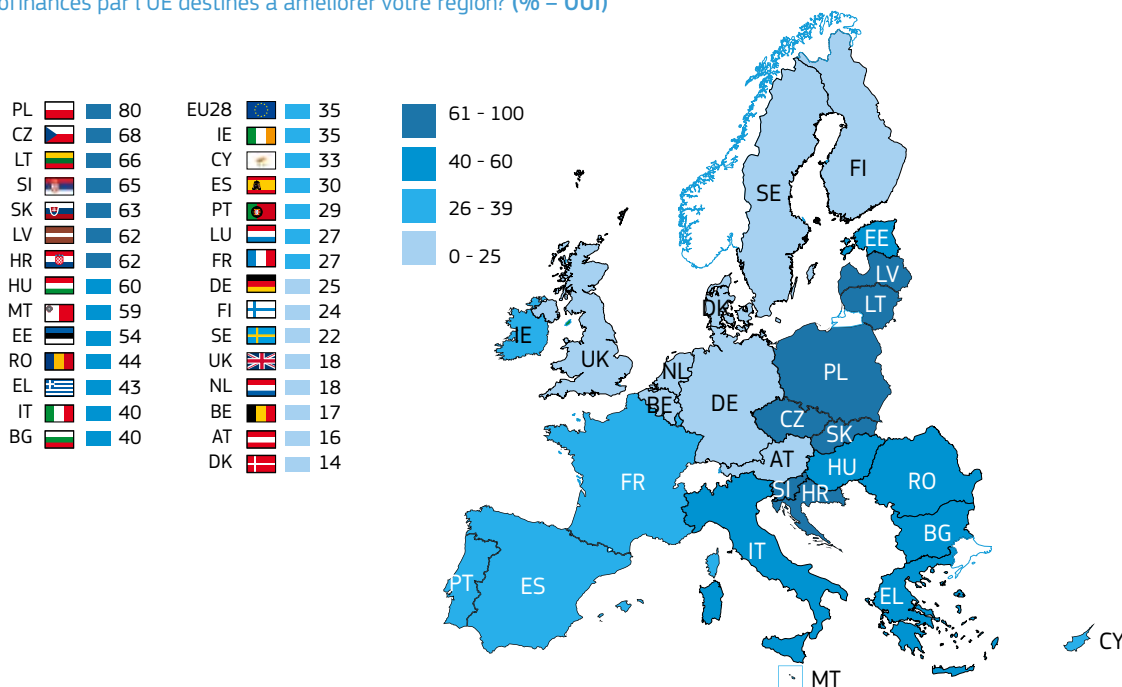
Pour la première fois, les citoyens ont répondu à des questions sur le Fonds de solidarité de l'UE. Un taux impressionnant de 59% a déclaré

en avoir entendu parler (dont 38% n'étaient pas certaines qu'il soit utilisé dans leur pays). Ce résultat encourageant peut être lié à la couverture donnée aux secours déployés en cas de catastrophe dans les journaux télévisés nationaux aux heures de grande écoute en Europe.

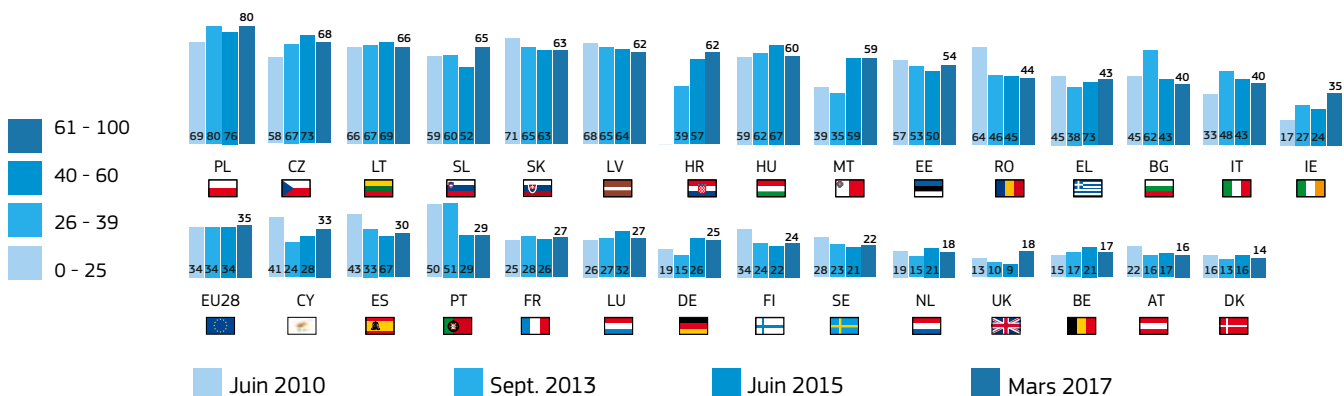
## Une meilleure sensibilisation et une perception positive

La sensibilisation aux projets de politique régionale est légèrement plus élevée au niveau européen par rapport à l'enquête précédente de 2015. 35% des personnes interrogées ont déclaré avoir entendu parler des projets cofinancés par l'UE dans leur ville ou leur région, ce qui représente une augmentation de 1 point de pourcentage

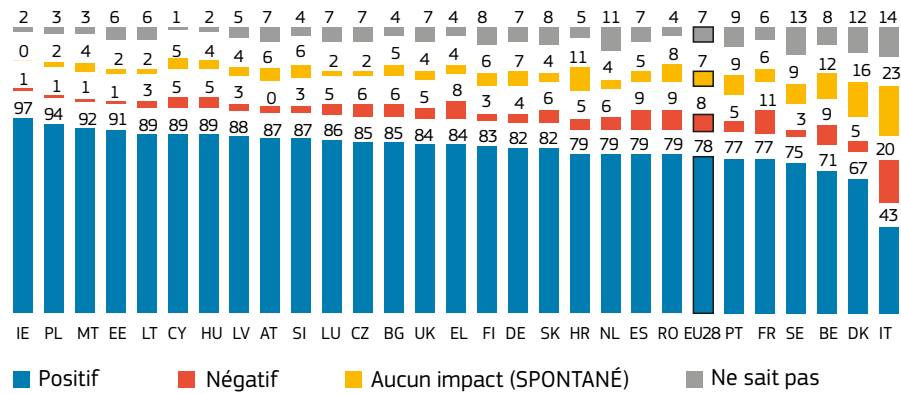
**Figure 1** L'Europe apporte un soutien financier aux régions et aux villes. Avez-vous entendu parler de projets cofinancés par l'UE destinés à améliorer votre région? (% - OUI)



**Figure 2**

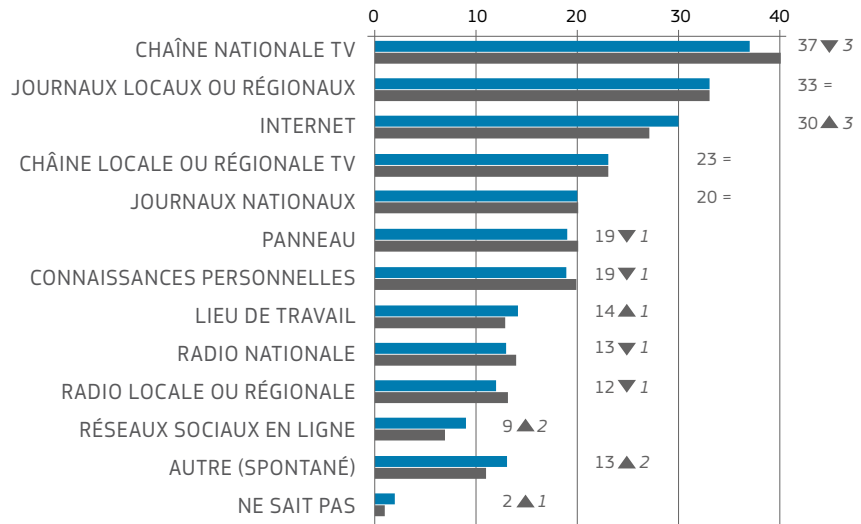


**Figure 3** En tenant compte de tous les projets dont vous avez entendu parler, diriez-vous que ce soutien a eu un effet positif ou négatif sur le développement de votre ville ou de votre région? (% – OUI)



**Figure 4** Où avez-vous entendu parler de ce projet? Et quand? (plusieurs réponses possibles) (% – UE)

■ Mars 2017  
 ■ Juin 2015



tage (pp). De grandes différences s’observent entre les pays: Pologne (80%), République tchèque (68%) et Lituanie (66%) et Danemark (14%), Autriche (16%) et Belgique (17%). Voir **figure 1** pour plus d’informations.

La Slovénie (+13 pp), l’Irlande (+11 pp) et le Royaume-Uni (+9 pp) connaissent la plus forte augmentation de la sensibilisation, alors que la Hongrie (-7 pp), la République tchèque et le Luxembourg (-5 pp chacun) font face à un déclin de la sensibilisation. La **figure 2** illustre cette tendance.

Attirer l’attention des citoyens n’est véritablement utile que si les investissements de l’UE dans les régions sont perçus de manière positive. Les résultats sont encourageants: 78% des personnes interrogées qui ont déclaré être informées de ces projets avaient un avis positif sur leur impact (voir **figure 3**). C’est 3 pp de plus que lors de la dernière enquête. En général, à l’exception de l’Italie, au moins deux tiers des citoyens de tous les États membres reconnaissent l’impact positif de ces investissements. L’Irlande (97%), la Pologne (94%) et Malte (92%) ouvrent la marche.

**Quels médias privilégiés?**

L’enquête fournit également une analyse détaillée du type de média via lequel les citoyens ont été informés des projets de politique régionale de l’UE. De manière générale, la télévision (nationale et régionale combinées) reste la principale source, avec 60% de mentions, suivie par les journaux (régionaux et nationaux) avec 53%, viennent ensuite internet et les médias sociaux avec un total de 39% de mentions (plusieurs réponses étaient possibles). Avec 19% de mentions, les panneaux et plaques commémoratives jouent également un rôle important (voir **figure 4**).

**LES PRINCIPALES CONCLUSIONS EN UN COUP D’ŒIL GRÂCE AUX FICHES D’INFORMATIONS PAR PAYS**

Les lecteurs intéressés par les principales conclusions pour un pays donné peuvent consulter les fiches d’informations par pays relatives à la politique régionale disponibles en ligne dans la (les) langue(s) nationale(s) et en anglais (voir: <http://europa.eu/!fp74dJ>). Pour une analyse détaillée par pays, nous vous recommandons de consulter le rapport Eurobaromètre voire les ensembles de données.

# Tirer le meilleur parti des fonds ESI

Lors d'un entretien avec Mari Kiviniemi, Secrétaire générale adjointe de l'OCDE, l'organisation de coopération et de développement économiques explique l'importance des initiatives territoriales ainsi que de la coordination et de la mise en œuvre efficaces des instruments de financement européens pour améliorer les investissements et leurs impacts aux niveaux local, national et régional dans l'UE.



*Quel regard porte l'OCDE sur les fonds structurels et d'investissement européens?*

Les fonds structurels et d'investissement européens constituent un aspect important de l'approche territoriale des politiques de l'UE. Au cours des dernières années, ces fonds sont peu à peu devenus une partie intégrante des politiques structurelles, étant donné qu'ils portent un intérêt croissant aux instruments clés de la croissance économique, dont les infrastructures, l'innovation et les compétences. Les fonds ESI devraient continuer à se concentrer sur ces objectifs visant à soutenir la croissance et résister aux pressions constantes destinées à les détourner pour répondre à d'autres besoins. Cependant, ces politiques doivent être complétées par des éléments importants. Le premier consiste à les différencier au sein des régions afin qu'elles puissent privilégier les besoins les plus pressants de chacune d'entre elles. Le deuxième vise à garantir l'effet cumulé de la politique régionale de l'UE. Les fonds devraient s'ajouter aux dépenses publiques nationales, plutôt que s'y substituer, et être dépensés de manière efficace. Le troisième,

mais tout aussi important, vise à assurer leur coordination à travers les différents niveaux de gouvernement, ainsi que leur cohérence avec les décisions d'investissement dans les sphères nationale, régionale et locale, ce qui contribuerait à améliorer l'efficacité des investissements.

*Quel devrait être le rôle de ces fonds au sein du budget de l'UE et, plus généralement, pour atteindre les objectifs de la politique économique?*

Par rapport aux normes de l'OCDE, le système de budgétisation de l'UE axé sur la performance et les résultats fait partie des plus avancés dans l'indice de référence des cadres de budgétisation basés sur la performance. En s'appuyant sur une analyse de l'OCDE, actuellement en cours de finalisation, les pratiques budgétaires européennes comprennent de nombreux aspects efficaces et innovants qui pourraient servir d'exemples

*“ Les fonds ESI figurent parmi les quelques instruments de la solidarité de l'UE, ce qui est particulièrement important pour les pays de la zone euro pour lesquels il n'existe aucun transfert budgétaire intergouvernemental. ”*

aux gouvernements nationaux qui réfléchissent à leurs propres agendas de réforme budgétaire axée sur la performance. En particulier, le «budget axé sur les résultats» de l'UE est une initiative intéressante destinée à renforcer les liens entre l'argent dépensé et les impacts visibles. L'OCDE voit une possibilité pour les pratiques budgétaires européennes de tirer un avantage supplémentaire en formulant des objectifs et des résultats économiques et autres clairs et concis, ex ante et ex post, permettant au Parlement et au Conseil de participer davantage au fond de la politique budgétaire de l'UE.



“ Une caractéristique unique des fonds ESI est la durée plus longue de l’engagement, qui est supérieure à sept ans, par rapport aux cadres plus courts des politiques territoriales des pays situés en dehors de l’Europe. ”



Conformément à l’agenda pour une croissance inclusive de l’OCDE, le budget européen finance des actions pour parvenir aux objectifs de croissance et de cohésion. En raison de leur orientation solide vers les investissements, les fonds devraient viser l’augmentation de la croissance de la productivité des économies européennes. En même temps, les fonds figurent parmi les quelques instruments de la solidarité de l’UE, ce qui est particulièrement important pour les pays de la zone euro pour lesquels il n’existe aucun transfert budgétaire intergouvernemental. Toutefois, des questions importantes relatives au type d’investissements se posent. La valeur ajoutée européenne peut en effet être moins claire, notamment lorsque les ressources sont utilisées pour prêter une assistance à court terme.

#### *Quelles conditions essentielles sont requises pour maximiser leur impact et leur mise en œuvre efficace?*

Il est important que les investissements des fonds ESI soient propices à la croissance pour optimiser leur impact en matière de composition et d’efficacité des finances publiques. S’ils sont déployés pour «attirer» les fonds publics nationaux et les investissements privés, ils peuvent stimuler davantage les investissements et la productivité. De bons cadres de gouvernance plus aptes à coordonner les investissements à travers les différents niveaux de gouvernement et à moderniser les capacités administratives sont indispensables pour maximiser leur impact aux niveaux national et sous-national. Afin de mieux gérer cette dépendance mutuelle vis-à-vis des investissements publics, l’OCDE

a élaboré 12 principes pour un investissement public efficace entre niveaux de gouvernement qui ont été approuvés par le Comité européen des régions. Les lignes directrices abordent la manière de gérer les défis liés à la coordination verticale et horizontale entre les administrations afin d’investir à la bonne échelle. Elles s’intéressent également aux capacités sous-nationales et aux conditions du cadre général propices à un investissement public efficace.

La recommandation de l’OCDE souligne que les instruments de gouvernance sont nécessaires pour gérer cette coordination, qui n’est pas spontanée. Ces instruments comprennent, par exemple, des plateformes de dialogue, des accords de cofinancement ainsi que des incitations financières pour encourager la coordination. Dans certains cas, les conditionnalités peuvent également favoriser une meilleure gouvernance des investissements publics. Dans l’UE, les conditionnalités ex ante, introduites au cours de la période de financement 2014-2020, garantissent un lien direct entre les investissements cofinancés par les fonds ESI et les politiques européennes. Elles aident également à amorcer des réformes stratégiques afin d’encourager la meilleure mise en œuvre des fonds.

#### *Comment évaluez-vous la politique de cohésion de l’UE et ces fonds par rapport à d’autres politiques territoriales dans des pays non membres de l’UE?*

Il est très difficile d’évaluer l’impact d’une politique sur la performance d’une économie nationale, régionale ou locale. Dans le

cas des fonds ESI, au cours des dix dernières années, de nombreux pays où ils ont soutenu la convergence ont également connu un assainissement/resserrement budgétaire à la suite de la crise financière, ce qui a entraîné une forte baisse des investissements publics en Europe. Toutefois, ces fonds font partie des quelques sources de stabilité qui ont soutenu l’investissement durant cette période, en particulier pour les gouvernements sous-nationaux.

Une caractéristique unique des fonds ESI est la durée plus longue de l’engagement, qui est supérieure à sept ans, par rapport aux cadres plus courts des politiques territoriales des pays situés en dehors de l’Europe. C’est pourquoi, les fonds ESI fournissent un instrument stratégique destiné à améliorer à long terme les structures afin d’aider les économies régionales à anticiper et à s’adapter pour offrir aux citoyens une opportunité de trouver des options viables de développement. Nos études sur les pays de l’OCDE révèlent les deux éléments indispensables à la conception de politiques territoriales efficaces. Le premier est la nécessité de créer des liens efficaces entre les villes et les zones rurales en matière d’infrastructures, d’aménagement du territoire, d’intégration du marché du travail et de réponses de la gouvernance. Le deuxième est l’importance du secteur marchand, c.-à-d. celui exposé à la concurrence internationale, dans le processus de rattrapage des régions accusant un retard. Nos études démontrent que les régions rattrapant leur retard ont tendance à être plus spécialisées dans ces activités marchandes. ■

# Des outils territoriaux pour aborder les priorités régionales et locales

**Le développement durable de l'ensemble de l'Europe améliorera non seulement son attractivité économique, mais aussi sa capacité à résoudre différentes crises financières, économiques et sociales actuelles et à venir.**

L'importance fondamentale de la politique de cohésion résulte directement du traité de Lisbonne et elle se vérifie encore aujourd'hui. La suppression des disparités de développement représente un facteur décisif dans la position compétitive de l'Europe à l'échelle mondiale. Cette importance s'illustre avant tout dans le fait confirmé par les institutions européennes que chaque euro investi dans la politique de cohésion génère en moyenne 2,75 EUR, malgré l'excès de bureaucratie et la complexité des instruments de la politique.

*«Un changement radical est attendu pour permettre aux citoyens européens d'être informés des effets de la politique de cohésion. Bien qu'indéniables, ces effets sont presque complètement méconnus de la population.»*

Le développement plus rapide de nombreuses parties de l'Europe active non seulement le potentiel inhérent jusqu'alors inexploité, mais rend également ces zones plus attirantes pour les investisseurs, les touristes et les autres partenaires du monde entier.

La politique de cohésion produit également des résultats mesurables, qui peuvent, par exemple, être observés en Pologne par le développement de zones couvertes par le programme spécial «Pologne orientale» et le taux de croissance actuel plus élevé des indicateurs de développement pour les zones rurales par rapport aux villes.



Andrzej Porawski  
Directeur exécutif de l'Association  
des villes polonaises

La concentration des interventions dans les zones prioritaires est un grand avantage de la politique de cohésion. De toute évidence, la nouvelle période de programmation pourrait faire l'objet d'un ajustement de ses priorités, qui seront adaptées aux besoins et défis en constante évolution. Toutefois, elle devrait aussi permettre une meilleure flexibilité dans l'élaboration d'objectifs détaillés dans les domaines prioritaires.

Il est donc important d'autonomiser les autorités régionales et locales pour leur permettre de définir avec précision les objectifs des domaines d'intervention adoptés. Les programmes opérationnels régionaux et locaux (en ce qui concerne les secteurs urbains fonctionnels) devraient être utilisés pour mettre en œuvre la politique de cohésion. Les consortiums des autorités régionales ou locales devraient mettre en place ces programmes, qui devraient être créés et mis en œuvre conformément au principe d'orientation territoriale des interventions.

Les instruments territoriaux devraient se concentrer sur les défis auxquels les zones urbaines fonctionnelles sont confrontées pour optimiser l'utilisation des ressources locales et améliorer les conditions commerciales et de vie. Ces instruments créés pour favoriser l'inclusion des zones rurales dans les processus de développement sont également requis. La nature-même des défis rencontrés par ces zones nécessite la mise en place d'outils territoriaux au sein des programmes opérationnels qui prennent aussi en compte les ressources du Fonds européen agricole pour le développement rural.

Un changement radical est attendu pour permettre aux citoyens européens d'être informés des effets de la politique de cohésion. Bien qu'indéniables, ces effets sont presque complètement méconnus de la population qui n'a pas conscience de l'importance des incidences sur les plans social, économique, environnemental, culturel et civilisationnel de la politique. En outre, c'est la politique de cohésion qui peut contribuer le plus à surmonter la crise identitaire de l'UE. Elle le peut d'autant plus que ses effets profitent aux bénéficiaires et aux zones les plus développées, par exemple, sous la forme de commandes supplémentaires, de croissance des exportations, de dépenses en capital et de nouveaux emplois. ■



L'Association des villes polonaises aide les villes du pays à se développer socialement et économiquement, et à diffuser les bonnes pratiques de gouvernance moderne et innovante des communautés. Elle collabore avec les entités publiques et privées pour créer les meilleures conditions possibles pour permettre aux villes de fournir des services publics de haute qualité: <http://www.zmp.poznan.pl/en>

# Flexibilité, simplification, compétitivité et innovation pour la politique de cohésion après 2020

Aujourd'hui, l'Union européenne fait face à des défis imprévus d'une ampleur sans précédent. Le temps est venu de se concentrer sur les investissements publics et privés, d'améliorer la compétitivité de l'UE et de mieux harmoniser les différentes stratégies ainsi que leurs liens avec les stratégies sectorielles nationales et régionales.

La politique de cohésion reste la principale politique d'investissement. Elle peut considérablement contribuer au développement durable de l'Europe pour parvenir à la cohésion économique, sociale et territoriale du continent. Ces objectifs sont plus pertinents que jamais en raison des crises qui menacent le cœur-mê me du projet européen.

La commission du développement régional travaille en étroite coopération avec la Commission européenne, le Conseil, le Comité des régions et les organisations de coopération interrégionale. Elle concentre ses efforts pour soutenir et contrôler la mise en œuvre de la politique de cohésion et son impact global. Elle esquisse également les tendances pour son évolution.

La nouvelle politique de cohésion devrait s'articuler autour d'un budget établi en s'appuyant sur les performances, les conditionnalités *ex ante* et la concentration thématique. Il devrait toutefois faire preuve de flexibilité pour répondre à certains besoins inopinés. Les liens entre le Semestre européen et le processus de gouvernance économique de l'UE devraient être maintenus afin de créer les conditions propices aux



Iskra Mihaylova  
Présidente de la commission  
Développement régional du  
Parlement européen

investissements des Fonds structurels et d'investissement européens (ESI).

La coopération territoriale européenne (Interreg) a prouvé son efficacité et sa contribution aux objectifs de l'UE. Cet instrument permet ainsi de renforcer la cohésion territoriale et, en tant que tel, devrait rester incontournable après 2020.

« Le programme d'appui à la réforme structurelle de l'UE permettra de recourir de manière efficace et plus efficace aux fonds de l'Union. »

L'urbanisation sera la tendance déterminante des prochaines décennies. En d'autres termes, il sera essentiel d'améliorer la coordination des politiques de l'UE ayant une incidence sur les villes.

Une meilleure coordination est également nécessaire entre les priorités de l'UE, les

besoins nationaux, régionaux et locaux. Dans ce contexte, la prolongation du programme d'appui à la réforme structurelle de l'UE permettra de recourir de manière efficace et plus efficace aux fonds de l'Union. La mise en œuvre des Fonds ESI, EFSI et d'autres instruments financiers doit faire l'objet d'une plus grande complémentarité afin d'aider les pays et les régions à libérer un nouveau potentiel de croissance et à augmenter leur productivité et leur compétitivité.

J'aimerais également souligner l'importance de la prolongation de l'EFSD ainsi que l'achèvement de la révision du règlement financier 2014-2020 et de ses actes subordonnés. Ils ouvriront la voie à la flexibilité, à la simplification, aux effets de levier et à d'autres investissements.

Il est extrêmement important d'établir des mécanismes et de vastes plateformes institutionnalisées pour la coopération. Ainsi, nous pourrions garantir une meilleure visibilité des réussites et des meilleures pratiques issues de la mise en œuvre des Fonds ESI, et mieux informer à leur sujet. ■



# Une vision double pour la politique de cohésion après 2020

Les maires des villes de Valga et Valka, qui forment un continuum urbain transfrontalier, exposent leur vision et leurs rêves pour la politique régionale et urbaine de l'UE après 2020.

Les villes de Valga (Estonie) et de Valka (Lettonie) illustrent parfaitement la manière dont deux pays voisins portent haut les valeurs fondamentales de l'UE. Ces dernières ciblent la libre circulation des personnes, des travailleurs, des capitaux et des services, ce qui encourage le développement aussi bien en Lettonie qu'en Estonie. Pour ce faire, il est indispensable de mener des projets conjoints au quotidien et pour l'avenir.

*«Valga-Valka est prête à servir de modèle à d'autres régions et villes similaires grâce à son expérience, sa bonne volonté et ses plans de développement conjoint.»*

Cette coopération sera renforcée grâce au projet européen «Valga-Valka twin town centre development», qui sert de modèle en termes de gestion du développement régional par l'UE. À cet égard, nous devrions



Vents Armands Krauklis  
Maire de Valka (LV)



Kalev Härk  
Maire de Valga (EE)

également mentionner que des architectes venus d'Espagne, d'Estonie, de Lettonie et d'Italie concrétiseront ces visions en réalités.

Nous espérons qu'avec un meilleur soutien des gouvernements letton et estonien et des institutions européennes, nous travaillerons main dans la main pour fonctionner en tant que ville unique. Elle sera dotée de services médicaux très compétents, d'un meilleur système éducatif, et favorisera le développement commercial et l'établissement d'un marché du travail conjoints.

Des disparités en termes de législation, notamment de fiscalité, ne devraient pas entraver ce projet. Les villes jumelles ont besoin de lois et d'accords particuliers convenus entre les États et approuvés au niveau européen.

L'entité de Valga-Valka est prête à servir de modèle à d'autres régions et villes similaires grâce à son expérience, sa bonne volonté et ses plans de développement conjoint. Aujourd'hui, alors que l'avenir de l'UE fait l'objet d'un débat, notre réussite extraordinaire peut servir d'exemple pour convaincre les Eurosceptiques que l'UE est la seule option pour être compétitif à l'échelle mondiale. ■

1 city, 2 states



VALGA • VALKA

# La cohésion par l'inclusion: notre défi pour l'avenir

Nous entendons souvent dire que l'Union européenne est éloignée des citoyens et qu'elle ne se préoccupe que des grandes politiques économiques. J'aimerais inviter ces critiques à visiter Santa Coloma de Gramenet et à découvrir comment une politique structurelle a directement et concrètement changé la vie de nombreuses personnes.



Xavier Valderrama  
Cordinateur des projets de développement urbain de l'UE,  
Conseil communal de Santa Coloma de Gramenet

À Santa Coloma de Gramenet en Catalogne, les citoyens peuvent profiter du magnifique cadre naturel restauré du parc fluvial du Besòs. Ils peuvent également s'arrêter à la bibliothèque située en face d'un centre municipal, nager au centre sportif ou faire des achats au marché du Fondo, tout en attendant leurs enfants placés à la crèche située dans le même bâtiment. Une grande partie de ce trajet peut également s'effectuer en empruntant des rues qui, à l'instar des espaces et des infrastructures mentionnés ci-dessus, ont bénéficié d'un financement de la politique de cohésion.

Dans une ville ne disposant que de peu de ressources financières comme la nôtre, nous avons compris dès le départ le besoin d'obtenir un financement si nous souhaitions mettre en œuvre nos projets. Nous l'avons fait en recourant à la première initiative communautaire URBAN (qui fait partie des fonds structurels) qui prévoit certaines actions urbaines dans le cadre du programme opérationnel «Catalogne». Et nous continuons à le faire au cours de la période 2014-2020 grâce à des stratégies de développement urbain durable et intégré.

Nous considérons ces opportunités comme faisant partie d'un processus continu destiné à rendre la ville plus équilibrée et auto-suffisante. Nous avons en outre ajouté une approche intégrée de la durabilité, la participation du public et une nouvelle gouvernance locale à notre patrimoine local.

*«J'aimerais inviter ces critiques à visiter Santa Coloma de Gramenet et à découvrir comment une politique structurelle a directement et concrètement changé la vie de nombreuses personnes.»*

Bien que l'expérience de la politique de cohésion se soit avérée très bénéfique, les villes européennes ont encore de grands défis à relever. Le plus important étant celui, très inquiétant, du nombre croissant de personnes exposées au risque d'exclusion sociale. La crise économique a accentué les inégalités dans nos sociétés. Elle explique

en partie l'indifférence politique qui affecte tous les niveaux de gouvernement. Pourtant, après ce que je viens d'expliquer quant à la participation indispensable de l'UE pour améliorer la vie des citoyens, et malgré les efforts fournis pour les informer, le public continue de blâmer les institutions et à les considérer comme responsables si les niveaux de gouvernement deviennent plus distants.

C'est pourquoi, la nouvelle politique de cohésion post 2020 devrait réaffirmer ses priorités en matière d'inclusion sociale dans tous ses cadres politiques régionaux. Elle devrait notamment proposer, comme une nécessité, que les stratégies de développement urbain incluent un plan de lutte contre l'exclusion sociale, y compris des objectifs quantifiables, et que cette priorité bénéficie d'un financement plus important. Les stratégies appliquées dans nos petites et grandes villes devraient désormais s'intéresser au développement urbain durable, intégré et inclusif. Personne au sein de notre société ne devrait être laissé en retrait. Nous ne pourrions parvenir à la cohésion que par l'inclusion, et nous ne pourrions nous développer qu'en renforçant cette cohésion. ■



Ajuntament  
de Santa Coloma  
de Gramenet



ENTRETIEN AVEC MICHAEL STORPER,  
PROFESSEUR DE GÉOGRAPHIE  
ÉCONOMIQUE À LA LONDON SCHOOL  
OF ECONOMICS

## Aujourd'hui, plus que jamais, les régions ont un rôle à jouer dans un monde globalisé



Peu avant la publication d'un document de réflexion sur la maîtrise de la mondialisation, la Commission a organisé un séminaire de haut niveau intitulé «La mondialisation: le rôle des régions». Il s'agissait de débattre de la géographie de la croissance, de l'emploi et des inégalités en Europe, dans la mesure où la mondialisation, les changements technologiques et le développement durable exercent une influence plurielle sur les régions de l'UE. Le professeur Michael Storper a assisté à ce séminaire.

*Vous avez entamé votre présentation par une citation tirée de The Economist: «Les inégalités régionales s'avèrent trop dangereuses sur le plan politique pour en faire fi», et vous ajoutez que ces inégalités accentuent le dilemme devant lequel nous nous trouvons, à savoir s'il y a lieu d'investir dans les régions plus développées ou dans les régions moins développées. Qu'est-ce qui importe le plus: l'efficacité ou l'équité?*

Dans le cadre de cette rencontre de haut niveau, j'ai travaillé avec mes collègues Simona Iammarino et Andres Rodriguez-Pose à la préparation d'une étude intitulée «Le développement régional au cœur de l'avenir économique de l'Europe». L'époque où nous procédions à des arbitrages entre

efficacité et équité est révolue: ce binôme n'est plus d'actualité si nous entendons par «efficacité» la concentration des investissements dans les régions les plus performantes et leurs retombées éventuelles sur les autres régions.

Les mécanismes de diffusion donnent des signes de fatigue: les compétences se concentrent dans un nombre plus restreint de régions; il en va de même pour l'innovation; la migration montre des signes de ralentissement et devient plus sélective, avec un circuit pour les travailleurs qualifiés et un autre pour les travailleurs moins qualifiés. Ainsi, à long terme, la main d'œuvre dont les capacités sont sous-exploitées dans de nombreuses régions ne pourra pas développer de nouveaux talents, la migration sera de plus en plus difficile, et les

« Nous souhaitons recueillir les fruits de la concentration et de la spécialisation, et les partager avec davantage de régions. Il nous faut pour cela premièrement briser les obstacles à l'innovation, à l'entrepreneuriat, à la formation et à la mobilité. »



THE LONDON SCHOOL  
OF ECONOMICS AND  
POLITICAL SCIENCE ■

entrepreneurs ne seront pas en mesure de se positionner sur le marché.

C'est pourquoi une politique qui investit dans les capacités à long terme du capital humain et des entreprises dans toutes les régions sera plus efficace qu'une politique qui voit dans la concentration géographique une manne économique pour toutes les populations et les régions. Toutefois, ces approches ne s'excluent pas mutuellement: nous devons continuer à soutenir les régions métropolitaines et les clusters de classe mondiale en Europe face à la concurrence mondiale. Cette politique se fonde sur une nouvelle définition de l'«équité»: rejetant l'ancienne notion de redistribution de la richesse des régions les plus prospères vers les autres, elle la remplace par la promotion du développement dans toutes les régions.

*Vous parlez de talent. Vous n'êtes sans doute pas sans savoir que la politique régionale a introduit un nouveau concept: la spécialisation intelligente. Celui-ci consiste à encourager les régions à recenser leurs atouts et leurs avantages concurrentiels pour investir dans ces domaines spécifiques. Vous avez également mentionné dans votre présentation une politique fondée sur la différenciation. Ces deux instruments présentent-ils, selon vous, des similarités?*

En effet, nous proposons d'approfondir le concept de spécialisation intelligente et de le doter d'outils supplémentaires afin de le rendre plus efficace. Les régions ne peuvent pas toutes se spécialiser dans le même secteur. Ce ne serait pas réaliste. Il n'y a aucun intérêt à ce qu'elles essaient toutes de devenir une «Silicon Valley» miniature.

Au lieu d'une approche générique de l'innovation et de la spécialisation, nous fonctionnons selon le concept des «clubs de développement», qui regroupent les régions en fonction de leurs revenus par habitant. Les défis et les objectifs à court terme varient donc considérablement d'après le statut des régions – à revenus faibles, moyens et élevés. Ce qui est «intelligent», c'est que les régions comprennent à quel club de développement elles appartiennent, et qu'elles décident de leur spécialisation intelligente réaliste à moyen terme. Cette notion donne plus de précisions sur le concept de spécialisation intelligente.

*Pour terminer, je voudrais paraphraser le titre de votre présentation: La mondialisation: quel rôle pour les régions?*

En fait, les régions ont de plus en plus de poids dans le contexte de la mondialisation. En effet, s'il est vrai que la mondialisation

redistribue la richesse au niveau planétaire et qu'elle a ouvert la porte de la classe moyenne mondiale à 500 millions de Chinois, elle concentre en revanche la richesse et les revenus au sein des aires métropolitaines dans chaque pays. Il faut donc, plus que jamais, compter avec les régions dans un monde globalisé. Forts de ce constat, nous souhaitons recueillir les fruits de la concentration et de la spécialisation, et les partager avec davantage de régions. Il nous faut pour cela premièrement briser les obstacles à l'innovation, à l'entrepreneuriat, à la formation et à la mobilité, que viennent renforcer les tendances actuelles du marché, et remplacer les mécanismes de diffusion, qui sont trop affaiblis pour redistribuer la richesse et créer des opportunités.

À ce niveau, nous préconisons ce que nous appelons les «stratégies de développement territoriales adaptées aux contextes régionaux», qui sont des stratégies de développement en phase avec les besoins spécifiques, mais différents, des clubs de régions d'Europe à revenus faibles, moyens et élevés. Chaque club obéit à un principe directeur stratégique différent et élabore une palette de politiques et de mesures adaptées à chaque type de territoire. ■



# La dimension internationale de la spécialisation intelligente

Corina Crețu, commissaire européenne à la politique régionale, conférence sur les régions intelligentes, Helsinki

**La spécialisation intelligente représente une approche nouvelle, ascendante et «territorialisée» à l'innovation et à la transformation économique en Europe. Il s'agit également de l'élément fort du développement régional à travers l'innovation, qui devrait permettre à toutes les régions d'Europe de récolter les fruits d'une croissance fondée sur la connaissance.**

La spécialisation intelligente offre des possibilités nouvelles de coopération interrégionale autour de priorités partagées. Elle permet aux régions de se compléter mutuellement et de refaçonner la croissance et le modèle d'intégration européens. Le Conseil européen, le Parlement européen et le Comité européen des régions ont tous souligné le besoin d'exploiter davantage cette approche<sup>(1)</sup>.

## Le renforcement des capacités

La mission fondamentale de la politique de cohésion est de permettre à toutes les régions de devenir compétitives et de saisir les occasions qui leur sont offertes sur le marché intérieur et le marché mondial. Cependant, ce renforcement des capacités

ne peut s'opérer en vase clos ou dans un contexte de repli sur soi: le développement de capacités stratégiques, la prise de décisions, une remise en cause par des «amis critiques» et la mise place de partenariats ne peuvent s'envisager sans références ou coopération internationales. Les réseaux de coopération interrégionale favorisent l'apprentissage mutuel de la bonne gouvernance en matière d'innovation et offrent des avantages liés à la diffusion des connaissances.

## Des stratégies en matière d'innovation tournées vers l'extérieur

À la base, pour recenser les domaines d'investissement prometteurs dans une région afin d'exploiter ses avantages comparatifs, les stratégies de spécialisation intelligente s'intéressaient avant tout à la gouvernance<sup>(2)</sup> et accordaient généralement peu d'attention aux autres régions et à leurs avantages concurrentiels. Depuis lors, de nombreuses régions se sont rendu compte que les comparaisons internationales et la coopération pouvaient contribuer à éviter le risque de duplication ou d'investissements à un seuil sous-critique et aider au renforcement de la compétitivité de leurs priorités en matière de spécialisation intelligente. La coopération interrégionale permet aux régions d'améliorer, ensemble, leur compétitivité internationale dans les chaînes de valeur mondiales.

1) Conclusions du Conseil du 10 juin 2016 sur «Une politique de cohésion plus propice à la recherche et à l'innovation, intelligente et simple»; résolution du Parlement européen du 13 septembre 2016 sur la politique de cohésion et les stratégies de recherche et d'innovation pour la spécialisation intelligente (2015/2278(INI)); et avis du Comité des régions du 22 mars 2017 sur «Les stratégies de spécialisation intelligente (RIS3): incidence sur les régions et la coopération interrégionale».

2) Le «processus de découverte entrepreneuriale» associant des acteurs locaux de l'innovation permet d'atteindre un consensus sur les atouts et les priorités.

## La spécialisation intelligente, un mécanisme de coordination

Dispositif efficace pour améliorer la qualité des investissements dans l'innovation, la spécialisation intelligente des stratégies en matière d'innovation tournées vers l'extérieur et visant la différenciation et l'alignement avec d'autres régions tire parti de la complémentarité entre les spécialisations diverses des nouvelles chaînes de valeur européennes. Par exemple, dans le cadre de la bioéconomie émergente, des régions se sont spécialisées dans différentes méthodes de production de biomasse, le traitement des plastiques biodégradables ou l'utilisation de ces derniers dans des produits de consommation.

La compétitivité des régions et des clusters régionaux au service d'une nouvelle croissance et de la création d'emplois dans ces marchés et secteurs émergents repose sur la capacité des régions à coordonner leurs ressources respectives pour offrir des solutions intégrées. La spécialisation intelligente, quant à elle, fournit un moyen d'identifier les partenaires de la coopération sur tout le territoire européen.

## La diversité, un avantage concurrentiel

La diversité constitue l'avantage concurrentiel de l'Europe pour travailler ensemble à l'élaboration de nouvelles solutions aux défis communs, à la création d'emplois, la production d'énergie propre, la mobilité ou à la mise en place de services de santé pour les citoyens, et pour transformer ces défis en autant de possibilités de développement économique en apportant des solutions innovantes.

Trouver des réponses à ces défis et les tester va souvent au-delà de la capacité d'une région ou d'un pays. La spécialisation intelligente, c'est la réponse européenne aux défis sociétaux à travers la valorisation du potentiel unique de chaque région de l'UE, qui peut devenir un Living Lab pour l'avenir.

## Une spécialisation intelligente thématique est le moteur de la coopération interrégionale

Qui dit «spécialisation intelligente», dit aussi «coopération intelligente». Les plateformes<sup>(3)</sup> de la spécialisation intelligente théma-

tique soutiennent les partenariats interrégionaux afin d'aider les acteurs de l'innovation dans les régions partenaires à canaliser leurs investissements dans les nouvelles chaînes de valeur européennes<sup>(4)</sup>. La Commission européenne accompagne ces partenaires dans l'élaboration de feuilles de route communes en faveur d'investissements conjoints dans certains domaines prioritaires. Il s'agit notamment de la fabrication efficiente et durable, de la traçabilité et du Big Data dans les chaînes de valeur agroalimentaires ou dans le chauffage et le refroidissement. Plus de 85 régions y sont déjà engagées et renforcent leurs capacités pour la mise en place de clusters, de groupes pilotes et de démonstrateurs, et la mobilisation de l'investissement des entreprises, qui profite aux régions et à l'Europe dans son ensemble. ■



*Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne, dirige l'équipe de projet «Emploi, croissance, investissement et compétitivité», conférence sur les régions intelligentes, Helsinki*

### POUR EN SAVOIR PLUS

**Conférence sur les régions intelligentes:** Début juin, Helsinki a accueilli la deuxième édition de la conférence sur la spécialisation intelligente dans les régions européennes, qui a permis d'évaluer les résultats obtenus et a ouvert la voie aux développements futurs

<http://europa.eu/!mf36Hu>

3) Voir la plateforme S3: <http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/s3-thematic-platforms>.

4) Les plateformes de la spécialisation intelligente thématique pour les domaines de l'énergie, de la modernisation industrielle et de l'agroalimentaire sont actives depuis juin 2016 et rassemblent les régions et leurs acteurs de l'innovation au sein de partenariats visant à orienter leurs investissements vers les domaines prioritaires. Fin mai 2017, 18 de ces partenariats avaient été officiellement lancés et associaient environ 85 régions.



# La RIS3 – raison d’être, premiers résultats et son avenir

**L’approche de spécialisation intelligente vise à encourager les régions à recenser certains domaines stratégiques pour développer les activités de R&D et d’innovation. Ce faisant, les régions peuvent aborder une double problématique – celle de la différenciation et de la spécialisation de leurs capacités d’innovation –, qui est généralement mal gérée par les politiques standard en matière d’innovation.**

La RIS3 fournit les outils et les processus pour gérer les hétérogénéités régionales. Cette stratégie aide les régions à reconnaître et à tirer profit de leurs différences, et à les convertir en avantages compétitifs futurs.

Il s’agit là de la raison d’être de la spécialisation intelligente: concentrer l’attention et les ressources sur un certain nombre de domaines stratégiques afin d’engager des processus vertueux de particularisation et de spécialisation en matière d’innovation.

*«La raison d’être de la spécialisation intelligente: concentrer l’attention et les ressources sur un certain nombre de domaines stratégiques afin d’engager des processus vertueux de particularisation et de spécialisation en matière d’innovation.»*

L’élaboration de stratégies de spécialisation intelligente ne se traduit pas pour autant par l’abandon de «tout le reste». En effet, les politiques les plus génériques et horizontales demeurent essentielles. La spécialisation intelligente devient une possibilité supplémentaire à laquelle les régions sont vivement appelées à recourir si elles sont en mesure

de mettre en place un processus intelligent d’identification des domaines stratégiques, et de les développer.

S’il est trop tôt pour évaluer les effets de RIS3 sur l’innovation, la productivité et la croissance, certains résultats sont déjà observables, voire mesurables.

Un des résultats majeurs est que le processus-même d’élaboration d’une stratégie a eu des effets positifs au niveau régional à travers l’engagement des régions dans le processus de découverte entrepreneuriale. C’est ainsi que les régions, qui ont dû s’autoévaluer et découvrir leur potentiel et leurs capacités, sont aujourd’hui mieux informées.

Il est à la fois utile et productif pour les régions de s’investir davantage, en détail et pour l’avenir, dans la découverte et la sélection des domaines prioritaires en matière de R&D et d’innovation. Les connaissances et l’expérience acquises à travers la découverte et la sélection des bonnes orientations en matière de R&D et d’innovation peuvent s’avérer précieuses pour mettre en œuvre les prochaines étapes de la conception, production et distribution de produits, processus ou marchés.

Une nouvelle perspective politique est lentement insufflée aux décideurs politiques – comprenant la décentralisation, les interactions public-privé, l’autodécouverte et la priorisation.



Prof. Dominique Foray  
chaire en économie et  
management de l’innovation,  
École Polytechnique Fédérale  
de Lausanne (CH)

Autre résultat notable, cette approche fournit une nouvelle justification au partage des connaissances et à la coopération entre les régions. En effet, la spécialisation intelligente permet de montrer que chaque région a des priorités en commun avec plusieurs autres régions – ce qui justifie l’établissement de réseaux et de partenariats.

Il ne fait aucun doute que cette approche a eu une énorme incidence en Europe et ailleurs. Au vu de cette incidence et de la mobilisation importante des secteurs public et privé au niveau régional, il serait tout bonnement absurde d’interrompre l’approche RIS3. Le processus d’apprentissage politique a été considérable, et les régions comprennent maintenant beaucoup mieux comment élaborer et mettre en œuvre une stratégie de spécialisation intelligente (S3) qu’il y a cinq ans lorsque le concept a vu le jour. Elles ont appris énormément et apprennent encore beaucoup. Il ne fait aucun doute que les agences et acteurs régionaux gagneront en efficacité et efficacité dans la mise en œuvre d’une RIS3 s’ils sont appelés à renouveler la stratégie pour la prochaine période. ■





# Élaborer une politique d'investissement pour plus de cohésion en Europe

La politique de cohésion de l'UE apporte son concours à des centaines de milliers de projets émanant de toutes les régions d'Europe. Il s'agit de la plus importante source d'investissement de l'UE. Elle encourage des projets majeurs de la sphère réelle de l'économie et contribue à des changements structurels dans les États membres de l'UE.



Emma Marcegaglia  
Présidente de BusinessEurope

« La politique de cohésion doit moderniser et simplifier son mode de fonctionnement en définissant un cadre à moyen et long terme qui soit suffisamment flexible pour s'adapter aux nouveaux événements. Elle doit également soutenir des projets qui génèrent une valeur ajoutée manifeste pour l'UE et fournir de bons incitatifs en matière de performance. »

La politique de cohésion fait partie intégrante des traités et reflète la solidarité de l'UE. Mais, par-dessus tout, elle joue un rôle de premier plan pour favoriser la cohésion en Europe dans toutes ses dimensions: économique, sociale et territoriale.

Par contre, il est temps de se départir d'un état d'esprit de redistribution et de dépenses rapides pour aborder cette politique dans une logique d'investissement, de compétitivité et d'améliorations structurelles. Une logique nécessaire pour garantir la réussite de la politique de cohésion tout en parvenant à une plus grande convergence entre les États membres. Cet aspect est une condition *sine qua non* au bon fonctionnement de l'UE, et de la zone euro en particulier.

La politique de cohésion doit faire partie intégrante de la stratégie européenne d'investissement, et revêtir une forte dimension territoriale, visant à doter chaque région des outils nécessaires au renforcement de sa compétitivité. Elle doit donner lieu à une transformation économique et structurelle, qui établit dans chaque région une base solide qui repose sur ses atouts propres.

Il est important de reconnaître que les réalisations de la politique de cohésion vont bien au-

delà de l'enveloppe financière qui lui est allouée par les Fonds structurels et d'investissement européens (ESI), et qu'elles sont largement tributaires des effets secondaires positifs que la politique de cohésion génère. Ces derniers sont visibles au niveau du renforcement des capacités, de la définition des priorités à long terme, des stratégies de spécialisation régionale, des partenariats et autres.

Ces avantages doivent néanmoins être étendus. Pour y parvenir, la politique de cohésion doit moderniser et simplifier son mode de fonctionnement en définissant un cadre à moyen et long terme qui soit suffisamment flexible pour s'adapter aux nouveaux événements. Elle doit également soutenir des projets qui génèrent une valeur ajoutée manifeste pour l'UE et fournir de bons incitatifs en matière de performance.

Nous devons notamment nous orienter vers une politique «axée sur les résultats» plutôt que sur une application pure et simple. Nous devons rendre les Fonds structurels plus accessibles et compréhensibles en les dotant d'un système de contrôle simplifié, intégré et proportionnel. Il nous faut poursuivre le renforcement de la capacité administrative et technique au niveau régional et l'établissement d'un véritable partenariat à toutes les

phases des programmes et à tous les niveaux administratifs.

Enfin, la politique de cohésion doit mieux comprendre que l'UE et ses membres évoluent et se font concurrence sur la scène mondiale. Les Fonds ESI doivent notamment rester ouverts aux entreprises de toutes tailles. Il ne faut pas oublier que les sociétés à capitalisation moyenne et les grandes entreprises ont des retombées extrêmement positives sur l'économie locale et la croissance des PME. C'est pourquoi l'UE doit éviter de créer un phénomène de fuite des investissements en Europe. L'UE doit se servir de ses outils pour consolider son statut de destination attrayante pour l'investissement et poursuivre la construction d'une Europe solide et soudée. ■

## BUSINESSEUROPE



BusinessEurope est le principal défenseur de la croissance et de la compétitivité au niveau européen. Cette association promeut les intérêts des entreprises du continent et plaide en faveur des questions qui ont une grande influence sur leur performance:

<https://www.business europe.eu/>

# La politique de cohésion et le paradoxe du secteur public

**La future politique de cohésion: beaucoup de points communs avec celle d'aujourd'hui. Pourquoi? Parce que les objectifs de la période de programmation actuelle (assurer une croissance intelligente, durable et inclusive) deviendront encore plus importants à l'avenir.**

En outre, nombre de thèmes majeurs du programme 2014-2020, tels que l'accent mis sur les résultats, l'amélioration de la qualité des institutions et la simplification des réglementations, revêtiront plus d'importance à l'avenir.

L'UE doit plus que jamais atteindre des résultats concrets quand elle est sous pression pour prouver sa valeur aux citoyens européens. Le nouvel accent mis sur les résultats, à savoir sur les réalisations et l'impact de la politique régionale, est attendu depuis longtemps car dans le passé, l'attention était trop tournée vers les capacités d'une région à absorber les fonds, ce qui était envisagé comme une solution plutôt que comme la solution. L'accent mis sur les résultats souligne l'importance du deuxième thème: la qualité des institutions.

La qualité des institutions, en particulier des institutions publiques, est probablement l'élément le plus important pour répondre aux objectifs d'innovation et de développement. Cependant, la future politique de cohésion devra résoudre le paradoxe du secteur public.

Ce paradoxe s'explique par deux tendances radicalement différentes. D'une part, le secteur public est sous pression en raison de l'austérité depuis près de dix ans, ce qui altère sa capacité d'action. D'autre part, le secteur public tient une grande place dans

les domaines porteurs de défis pour la société, comme l'énergie, la santé, l'éducation, les transports, la sécurité alimentaire ou les soins dignes pour les personnes âgées, et qui contribuent beaucoup à une croissance intelligente, durable et inclusive.

*«La qualité des institutions, en particulier des institutions publiques, est probablement l'élément le plus important pour répondre aux objectifs d'innovation et de développement.»*

Si elle veut apporter des résultats plus concrets à l'avenir, la politique de cohésion doit collaborer avec un secteur public intelligent et non diminué. Pour ce faire, les administrations publiques et leurs agences doivent se débarrasser de leur gestion sous forme de «commandement et contrôle» qu'elles ont utilisée dans le passé et adopter le style des agences les plus efficaces, comme SPRI au Pays basque, Aster en Émilie-Romagne et JIC en Moravie du Sud. Ces agences excellent à favoriser des écosystèmes régionaux propices à l'innovation dans lesquels les parties prenantes des secteurs public, privé et tertiaire apprennent à collaborer dans un intérêt commun.



Kevin Morgan  
Professeur de gouvernance et de développement, et responsable de l'engagement à l'Université de Cardiff (Royaume-Uni)

Enfin, la simplification réglementaire doit figurer parmi les priorités. Actuellement, le secteur public reçoit des signaux contradictoires. Alors que la politique de cohésion l'invite à être plus adroit, créatif et à expérimenter, la culture de contrôle ne tolère aucun échec et entrave cette créativité au nom de la conformité.

Une politique de cohésion qui aborde ces sujets peut à juste titre se prévaloir d'être sérieuse dans son objectif de parvenir à une croissance intelligente, durable et inclusive. ■



# Politique de cohésion: réalisations et aspirations, une perspective canadienne

L'Union européenne et sa politique de cohésion phare suscitent depuis longtemps l'intérêt du monde politique au Canada. Cette analyse présente le point de vue canadien sur les réalisations notables et aspirations futures de la politique.



Le Dr Neil Bradford, Président du département des sciences politiques au Huron University College, Université de Western (CA)

En tant que fédération fortement décentralisée, dotée d'un vaste territoire et caractérisée par de profondes identités régionales, le Canada est confronté à de nombreux enjeux liés à «l'unité dans la diversité» qu'il partage avec l'UE. Depuis les années 60, les gouvernements canadiens ont mis en œuvre des stratégies territoriales de convergence économique régionale et de cohésion sociale nationale. Ils ont également porté un regard attentif aux idées innovantes et meilleures pratiques venues de l'UE.

## Réalisations

**Développement économique axé sur l'intégration:** La politique de cohésion de l'UE joue un rôle de premier plan dans deux dimensions régionales. Dans un premier temps, après avoir consenti des investissements d'infrastructure de grande ampleur dans les régions à la traîne, elle s'est focalisée sur la croissance endogène de toutes les régions en encourageant la productivité et l'entrepreneuriat, et, plus récemment, elle a introduit une «spécialisation intelligente» à l'aide de systèmes d'innovation régionaux. Ensuite, la politique intègre des objectifs sociaux et environnementaux, et se concentre à la fois sur la durabilité des économies régionales et

les investissements sociaux destinés à favoriser la croissance. Un développement intégré de l'UE permet de rassembler, plutôt que de permuter, les priorités économiques, sociales et écologiques.

«L'Union européenne et sa politique de cohésion phare suscitent depuis longtemps l'intérêt du monde politique au Canada»

**Gouvernance à plusieurs niveaux:** La politique de cohésion repose sur les principes de subsidiarité et de partenariat. La coordination de la politique à plusieurs niveaux repose sur des processus de consultation et de communication. Elle est également issue des contrats de gouvernance en faveur d'une «conditionnalité flexible» qui précisent les attentes de financement de l'UE tout en permettant une adaptation régionale du programme. La gouvernance à plusieurs niveaux de l'UE combine une stratégie «territorialisée» et un contrôle et soutien hiérarchiques.

**Apprentissage et adaptation:** La politique de cohésion recourt de façon créative aux données pour élaborer et améliorer la programmation régionale. Un cadre solide à trois niveaux visant à différencier les atouts et le potentiel à l'échelle régionale oriente les investissements de l'UE. L'évaluation du programme repose de plus en plus sur des objectifs, des indicateurs, des études comparatives et un suivi. L'éventail de mesures quantitatives et qualitatives de l'UE clarifie l'efficacité de l'investissement public et règle minutieusement leur mise en œuvre à l'échelle régionale.

## Aspirations

**Évolution démographique:** La politique de cohésion est confrontée à des défis migratoires complexes. En effet, les réfugiés sont en quête de nouvelles patries et la main d'œuvre qualifiée se déplace d'un État membre à l'autre. Dans le même temps, la population européenne dans son ensemble vieillit. La politique a besoin de programmes d'établissement innovants adaptés à une profonde diversité, ainsi que des réformes sociales créatives tout au long de la vie.

**Transformation numérique:** La politique de cohésion est confrontée à des défis régionaux et sociaux complexes, dans la mesure où les technologies transforment le travail, la production et la consommation en économies de plateformes. Un fossé numérique menace la cohésion territoriale et sociale lorsque les investissements se concentrent dans les pôles urbains. La politique exige une «innovation inclusive» pour étendre les débouchés du numérique grâce à des améliorations dans les e-services, la valorisation des compétences et des innovations sociales.

**Innovation administrative:** La politique de cohésion est confrontée à des défis de gouvernance complexes. En effet, les gouvernements nationaux et les autorités régionales estiment que l'accès au programme est bureaucratique, et la surveillance dominante. Il convient de simplifier l'administration des politiques et de baser la mise en œuvre des programmes sur une «gestion partagée». Les protocoles d'évaluation doivent encourager l'atteinte des objectifs de la politique de cohésion. Ceux-ci devraient également faire appel à l'examen par les pairs pour renforcer la capacité administrative de l'élaboration des politiques et de l'exécution des programmes régionaux de l'UE. ■

# L'avenir des finances de l'UE

Le groupe de haut niveau sur les ressources propres (HLGOR) a été instauré en février 2014 afin de trouver des manières plus transparentes, simples, équitables et démocratiquement responsables de financer l'UE. Le groupe était présidé par l'ancien Premier ministre italien et commissaire européen Mario Monti. Il se compose de membres désignés par le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne. Le rapport final et les recommandations ont été présentés au Parlement européen et au Conseil en janvier 2017.



*Selon vous, quels seront les grands défis des finances européennes après 2020?*

Les finances européennes font déjà face à de grands défis. Ils sont similaires à ceux rencontrés par l'UE: comment pouvons-nous regagner la confiance de nos citoyens? Comment pouvons-nous mieux légitimer les dépenses européennes? Ces dernières années, l'UE a été frappée par différentes crises, qui ont, pour la plupart, mis en avant de nouvelles priorités: renforcer la compétitivité de l'économie européenne, et notamment la lutte contre le chômage des jeunes; protéger nos frontières extérieures et améliorer notre coopération en matière de sécurité intérieure et de défense; respecter nos engagements dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement; et, enfin,

garantir une transition en douceur de l'UE-28 vers l'UE-27 lorsque le Royaume-Uni quittera l'Union.

L'UE est attendue dans ces dossiers et elle est poussée à agir aujourd'hui. Pourtant, ces questions font rarement partie de ses actions traditionnelles, notamment en ce qui concerne la sécurité intérieure et extérieure qui relève toujours de la souveraineté des pays. Bien que les derniers budgets annuels aient recouru aux instruments de flexibilité, leur mise en œuvre doit encore faire ses preuves.

*«Les politiques de l'UE, notamment la cohésion, profitent à tous les pays, même aux contributeurs nets»*

*Quels changements importants proposez-vous pour améliorer le système actuel?*

Réformer le système des recettes fait partie du changement global, car le système de financement actuel (qui repose essentiellement sur les contributions nationales des États membres) privilégie le *statu quo* et ne tient pas compte des nouveaux besoins. Le rapport du groupe de haut niveau sur les ressources propres propose donc neuf recommandations propices au changement.



*“Les prochains fonds structurels et d’investissement joueront un rôle déterminant dans nos efforts de réforme car ils sont souvent critiqués comme finançant un trop grand nombre de projets présentant une valeur ajoutée européenne contestable.”*

Parmi celles-ci, je pense que les plus importantes sont l’accent mis sur les dépenses offrant la plus grande valeur ajoutée européenne, la suppression des rabais en faveur de certains pays, et l’introduction de l’une ou de plusieurs nouvelles ressources propres liées aux politiques phares de l’UE. Par exemple, des ressources propres fondées sur une TVA commune réformée ou une assiette commune pour l’impôt sur les sociétés peuvent être envisagées pour améliorer le fonctionnement du marché unique, simplifier la vie de nos entreprises et soutenir la lutte contre la fraude ou l’évasion fiscale. Des ressources environnementales propres peuvent quant à elles contribuer aux efforts de décarbonisation et à la croissance verte. Selon moi, cette dernière recommandation illustre la manière dont les recettes de l’UE peuvent apporter une valeur ajoutée supplémentaire: l’UE ne peut pas lever d’impôts, mais ses recettes peuvent favoriser les politiques et les objectifs de l’UE.

### *Quels sont les principaux obstacles à ces changements?*

L’obstacle le plus évident réside dans la procédure de prise de décision applicable au système de financement, qui se caractérise par une asymétrie des pouvoirs entre le Parlement européen et le Conseil. En effet, le Parlement européen n’a qu’un avis consultatif sur les ressources propres, alors que son accord est requis pour le cadre financier pluriannuel et qu’il a un rôle de codécision

sur le budget annuel. En outre, les décisions prises au sein du Conseil le sont à l’unanimité et interviennent après la ratification par tous les parlements nationaux. C’est la procédure la plus lourde qui existe.

D’autres obstacles sont liés au fait que la plupart du temps les dirigeants qui participent à une négociation sont rarement présents à une deuxième, ce qui dissipe les souvenirs et l’expérience, ou mène à une incompréhension sur le fonctionnement des finances européennes. Un raisonnement erroné souvent utilisé pour rejeter les ressources propres véritables consiste, par exemple, à considérer que seules les contributions nationales permettent aux États membres d’exercer un contrôle sur les finances de l’UE, et qu’une augmentation des ressources propres autonomes mènerait à des augmentations incontrôlées du budget. Ce n’est pas le cas. Les ressources propres véritables changeraient la composition des recettes (et diminueraient les contributions nationales). Le volume du budget est décidé par le cadre financier pluriannuel. Et, étant donné que le budget de l’UE doit être équilibré et ne peut pas recourir à l’endettement, les recettes sont automatiquement calculées dès que les dépenses sont connues, et non l’inverse.

### *Selon vous, quelle place devraient occuper les fonds structurels et d’investissement européens?*

Les prochains fonds structurels et d’investissement joueront un rôle déterminant dans

nos efforts de réforme car ils sont souvent critiqués comme finançant un trop grand nombre de projets présentant une valeur ajoutée européenne contestable. Ce point vaut surtout dans les régions plus développées des États membres plus riches. De plus, leur financement par des enveloppes nationales les place au centre de l’attention portée aux soldes nets.

La prochaine réforme aura la difficile tâche de restaurer la légitimité de l’action européenne dans de nombreuses régions, en se concentrant sur les biens publics européens plutôt que sur les biens locaux. Elle devra également montrer les avantages qu’ils procurent au-delà des bénéficiaires immédiats. Les avantages transfrontaliers, les retombées ou les effets de levier sont actuellement ignorés ou dissimulés dans les négociations budgétaires. Pourtant, ils permettent de mesurer la valeur ajoutée européenne. Ces points doivent être modifiés pour rendre le budget plus transparent, responsable et équitable. Les politiques de l’UE, notamment la cohésion, profitent à tous les pays, même aux «contributeurs nets».



Résumé & recommandations disponibles en 23 langues:  
[http://ec.europa.eu/budget/mfff/hlgor/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/budget/mfff/hlgor/index_fr.cfm)



## POINT D'INFORMATION: 3 – PLATEFORME DE DONNÉES OUVERTES

Y A-T-IL UN SUJET QUE VOUS AIMERIEZ QUE *PANORAMA* ABORDE DANS SA SECTION POINT D'INFORMATION?  
Y A-T-IL UN ENSEMBLE DE DONNÉES QUE VOUS AIMERIEZ VOIR FIGURER SUR LA PLATEFORME DE DONNÉES  
OUVERTES DES FONDS ESI? SI TEL EST LE CAS, ÉCRIVEZ-NOUS: REGIO-EVAL@EC.EUROPA.EU

# Communiquer sur la performance des Fonds ESI: l'importance croissante des indicateurs communs

**Le besoin de surveiller et de rendre compte de la performance doit être une responsabilité partagée et une partie essentielle de tous les débats constructifs relatifs à la politique de l'UE.**

Les programmes 2014-2020 ont connu des améliorations en termes d'utilisation des indicateurs destinés à mesurer les réalisations et les résultats des différents fonds ESI. Les indicateurs communs sont un outil efficace pour communiquer l'ensemble des réalisations de la politique au sein des États membres. Ces développements s'accompagnent d'autres améliorations liées à la performance, comme la fixation plus solide et plus claire d'objectifs, et le nouveau cadre de performances lié à la réserve de performance. Un effet de l'attention accrue portée à la performance est que les indicateurs ne sont plus gérés par quelques techniciens.

Le système actuel d'indicateurs a été élaboré au fil des ans en fonction de l'expérience et de l'apprentissage propres à chaque fonds. Ainsi, les indicateurs communs sont communs aux programmes

de chaque fonds spécifique qui applique des indicateurs adaptés à ses objectifs, aux secteurs cibles et au raisonnement sous-jacent à l'intervention.

Deux préoccupations majeures ont influencé le choix du concept des indicateurs et la définition des indicateurs communs:

- Les indicateurs sont-ils pertinents pour mesurer les interventions et les objectifs d'un fonds donné?
- Les indicateurs sont-ils facilement accessibles sans engendrer des coûts et des charges excessifs pour les gestionnaires et les bénéficiaires?

Pour la période 2014-2020, les réponses à ces questions ont été élaborées en partenariat avec les acteurs et les experts des États membres au cours de plusieurs années de réflexion.

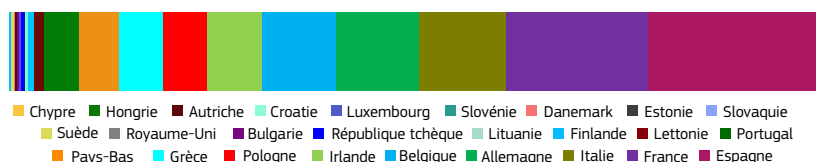
Le résultat le plus visible du système d'indicateurs actuel sur la plateforme de données ouvertes des Fonds ESI est la présentation par fonds et par thème des tuiles «réalisations» pour les indicateurs

### DEUX EXEMPLES DU FSE ET DU FEDER FIN 2015

FSE: statut professionnel des participants  
Mis en œuvre: 2 707 055 participants  
parmi lesquels:  
Chômeurs indemnisés: 1 574 509 participants  
Actifs: 435 940 participants  
Inactifs indemnisés : 696 606 participants



### Aperçu des valeurs du programme mis en œuvre (2015)



communs. D'autres améliorations comprennent une liste élargie des indicateurs communs et de meilleures méthodologies pour recueillir et rendre compte des indicateurs FEDER et FSE.

### Existe-t-il trop d'indicateurs?

Cette question a été soulevée au plus haut niveau des institutions européennes. Il est en effet plus simple de communiquer au niveau européen en n'ayant que quelques indicateurs faciles à regrouper. La Cour des comptes européenne a récemment remis en question la pertinence et l'utilisation de ce nombre élevé d'indicateurs propres à chaque programme, ainsi que la difficulté de les regrouper au niveau européen. Toutefois, les différentes parties prenantes ont différents besoins et proposent une large gamme d'indicateurs, dont une grande partie est pertinente pour elles et déjà accessibles dans leur région ou leur État membre.

Une autre explication à ce nombre apparemment élevé d'indicateurs européens communs est la portée thématique très large des actions et des secteurs financés par les Fonds ESI. Le FEDER compte par exemple 46 indicateurs communs.

Les bonnes questions à se poser sont peut-être les suivantes: «Les indicateurs communs mesurent-ils les réalisations importantes dans les différents domaines thématiques?» et «Existe-t-il des domaines pour lesquels les réalisations importantes ne sont pas mesurées?».

### Et ensuite?

Dans le débat sur le cadre financier pluriannuel post 2020 de l'UE et l'avenir de la gestion partagée par le biais des Fonds ESI, la question de la performance et de la mesure des réalisations constitue un sujet brûlant. Les questions importantes sont:

- Pouvons-nous améliorer la mesure de la performance des fonds tout en réduisant la charge pour les parties prenantes?
- Les différents concepts des indicateurs peuvent-ils être rationalisés à travers les fonds? Les différentes parties prenantes ont-elles besoin de différents indicateurs?

### UNE MULTITUDE D'INDICATEURS COMMUNS PAR FONDS TRANSFORMÉS EN QUELQUES INDICATEURS PAR «THÈME»: LE CAS DU FEDER

RDT: 6 indicateurs	TIC: 1 indicateur	Entreprises: 9 indicateurs
Energy – Climat: 5 indicateurs	Environnement: 7 indicateurs	Transport: 6 indicateurs
Infrastructures sociales: 2 indicateurs	URBAN: 4 indicateurs	Interreg: 6 indicateurs

- La détermination d'indicateurs européens communs pour les fonds serait-elle bénéfique pour mesurer et communiquer les réalisations?
- Devrions-nous nous atteler à réduire le nombre d'indicateurs propres à un pays? Ou la qualité des indicateurs et leur pertinence politique est-elle plus importante?

Le débat semble technique, mais il est indispensable pour l'avenir de la politique. Consultez cet espace ou, mieux encore, participez! ■

### POUR EN SAVOIR PLUS

#### Plateforme de données ouvertes des Fonds ESI:

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/>

Sélectionnez les sections «réalisations» sur les pages «Thème», «Pays» ou «Fonds»:

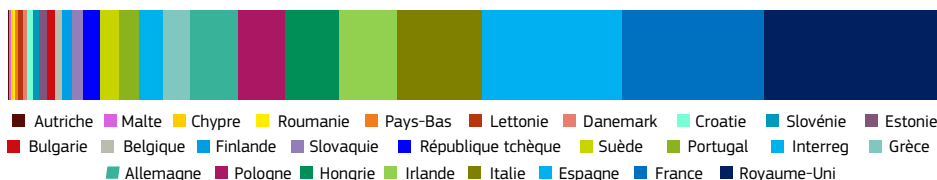
#### FAQ des données ouvertes sur les «Réalizations»:

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/faq/about\\_open\\_data/](http://ec.europa.eu/regional_policy/en/faq/about_open_data/)

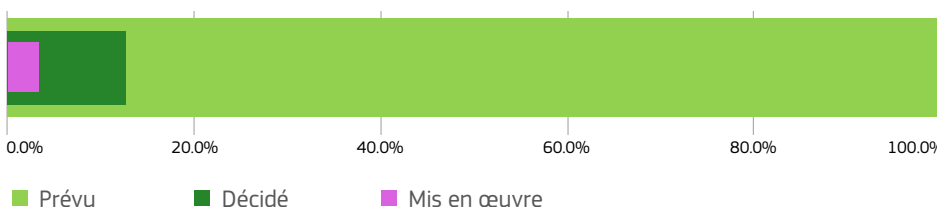
#### Rapport spécial de la Cour des comptes n° 2/2017: Négociation, par la Commission, des accords de partenariat et des programmes relevant de la cohésion pour la période 2014-2020:

<http://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=41008>

FEDER: Toutes les entreprises recevant des subventions  
 Prévu: 1 098 048 entreprises  
 Décidé: 137 463 entreprises  
 Mis en œuvre: 36 379 entreprises  
 Aperçu des objectifs fixés dans le programme



Progression de la mise en œuvre



# Pourquoi le renforcement de la politique de cohésion devrait être la principale priorité de l'UE

L'Europe n'a jamais eu autant besoin d'une politique de cohésion qu'en ces temps de troubles et d'incertitude. L'unité européenne est menacée, et l'avenir de l'UE dans son ensemble est remis en question.

Dans son dernier document de réflexion sur la maîtrise de la mondialisation, la Commission européenne a directement reconnu la nécessité de « cibler les besoins d'investissement [...] aux niveaux régional et local, afin que toutes les régions puissent bénéficier du marché intérieur et soient mieux préparées à relever les défis de la mondialisation. »

C'est pourquoi, selon la conférence des régions périphériques maritimes (CRPM), une politique de cohésion renforcée et redynamisée, couvrant toutes les régions, devrait être la principale priorité de la Commission dans les années à venir. Pour atteindre cet objectif, nous formulons quelques pistes pour l'avenir.

Premièrement, nous pensons que la dimension territoriale de la prochaine politique de cohésion devrait être approfondie. Le projet européen compte sur la politique de cohésion pour atteindre les objectifs de l'UE au sein des États membres et des régions. Ces objectifs doivent être atteints partout en Europe, y compris dans certains territoires comme les îles, les régions ultrapériphériques et les régions septentrionales à faible densité de population (NSPA).

Selon la CRPM, la cohésion territoriale, économique et sociale est à considérer comme un objectif communautaire destiné à servir la solidarité européenne. Ces principes permettent aux citoyens des différents territoires de l'UE de profiter de manière équitable des libertés fondamentales définies dans le traité et mises en œuvre par les politiques communautaires.

Deuxièmement, nous avons une vision constructive en ce qui concerne les instruments finan-

*« Plutôt que s'opposer à l'octroi de subventions et d'instruments financiers, la Commission devrait déterminer les secteurs qui profiteront le plus des instruments financiers dans une future politique de cohésion qui devrait continuer à s'appuyer essentiellement sur les subventions. »*



Eleni Marianou  
Secrétaire générale de la CRPM

ciers pour la période post 2020. Plutôt que s'opposer à l'octroi de subventions et d'instruments financiers, la Commission devrait déterminer les secteurs qui profiteront le plus des instruments financiers dans le cadre d'une future politique de cohésion qui devrait continuer à s'appuyer essentiellement sur les subventions.

De même, le Fonds européen pour les investissements stratégiques pourrait renforcer la politique d'investissement de l'Europe dans

son ensemble, mais il reste très déséquilibré aussi bien au niveau géographique que sectoriel. Afin de préserver le rôle central de la politique de cohésion en matière de soutien au développement régional, la Commission devrait définir des limites précises entre ces deux instruments et fournir des orientations sur la meilleure manière de les combiner.

Et, troisièmement, nous pensons que l'Europe a besoin d'un instrument de suivi ambitieux pour la stratégie Europe 2020. En effet, la politique de cohésion n'atteindra ses objectifs que si elle adopte une stratégie globale, ambitieuse et à long terme à l'échelle européenne pour parvenir à une croissance durable et au développement au sein de l'UE.

Les attentes de la CRPM sont élevées pour la période post 2020, mais l'avenir de l'Europe est en jeu! ■



CPMR  
CRPM

La conférence des régions périphériques maritimes rassemble environ 160 régions issues de 25 États de l'UE et au-delà. Représentant près de 200 millions de citoyens, la CRPM agit en faveur d'un développement plus équilibré du territoire européen. Elle opère à la fois comme un think-tank et un lobby pour les régions. Son objectif principal se concentre sur la cohésion sociale, économique et territoriale, les politiques maritimes et l'accessibilité

[www.cpmr.org](http://www.cpmr.org)

# Politique de cohésion: comment l'UE peut-elle soutenir à la fois la solidarité et l'investissement?



Robin Huguenot-Noël, analyste politique à l'EPC sur la gouvernance économique et le budget de l'UE, et Alison Hunter, conseillère en chef à l'EPC sur la politique régionale, l'innovation régionale et la croissance industrielle

**La montée du populisme et de l'euroscepticisme, en particulier chez les groupes défavorisés, exerce davantage de pression sur l'UE afin qu'elle renforce ses instruments de financement et de solidarité, notamment la politique de cohésion.**

Le renforcement doit néanmoins s'envisager dans un contexte d'incertitude concernant l'orientation future de l'UE eu égard à la sécurité interne et externe, à l'évolution de la situation mondiale, à la migration et aux déséquilibres persistants de l'Union économique et monétaire (UEM).

Dans le sillage du Brexit, qui devrait entraîner des coupes budgétaires considérables dans l'UE, le budget alloué à la politique de cohésion (PC) dans le prochain cadre financier pluriannuel s'en verra probablement réduit et comprendra de nouvelles priorités. Cette réduction pose de nouveaux défis à la PC et intervient au moment où son efficacité à mener la cohésion européenne est, à nouveau, mise en examen. Ce contexte offre en revanche une occasion d'agir en faveur d'un

nouvel accord, étayé par un cadre opérationnel mieux connecté. Ce dernier rassemblerait les collectivités de la PC au lieu d'attiser la concurrence autour des financements et des concessions.

Il y a lieu de procéder à une évaluation exhaustive de la façon dont la PC peut défendre la solidarité de l'UE tout en veillant à ce que les financements soient accordés de manière durable. La politique a accompli de grandes choses au cours des dernières décennies, contribuant à la stratégie de l'UE pour une «croissance intelligente, durable et inclusive». Or, ces réalisations sont souvent sacrifiées au profit d'une bureaucratie excessive, de critiques de «financement circulaire», d'un manque de cohésion entre les dépenses et les besoins, et des défis liés à l'absorption du financement.

Le projet de l'UE nécessite un nouvel élan, accompagné de réformes audacieuses de la PC. Afin de renforcer la crédibilité et la raison d'être de la politique, ses objectifs économiques, sociaux et territoriaux doivent être replacés au cœur du projet européen. La pertinence et la valeur de la PC doivent être mieux intégrées et communiquées dans l'ensemble du cadre d'action et de financement de l'UE. En tant que «défenseur» de la solidarité européenne, la PC peut uniquement maîtriser et élargir sa présence au niveau local lorsqu'elle obtient le statut et la portée nécessaires pour y parvenir.

Il est essentiel que la finalité soit clairement définie. Il convient de renforcer considérablement la crédibilité de la politique en tant que moteur de l'investissement. Cela devrait se traduire par la rationalisation des règles et des systèmes de mise en œuvre, ainsi que l'alignement de la PC sur la gouvernance économique afin d'accroître les efforts d'échelle et faciliter les investissements. La nouvelle PC devrait également intégrer

*«Afin de renforcer la crédibilité et la raison d'être de la politique de cohésion, ses objectifs économiques, sociaux et territoriaux doivent être replacés au cœur du projet européen.»*

une approche différenciée, qui tienne dûment compte des différentes capacités de mise en œuvre dans l'UE (concernant, entre autres, l'absorption du financement et les niveaux de développement).

Certaines propositions pourraient se heurter à des résistances. Dans l'environnement actuel, il est cependant dans l'intérêt de tous les partenaires de la PC d'envisager sérieusement des réformes qui puissent construire une politique à la mesure de sa finalité post 2020. Le pire des scénarios serait de réduire de manière drastique le financement sans saisir l'occasion d'initier des réformes et de hiérarchiser les priorités. ■



Le *European Policy Centre* est un think tank indépendant à but non lucratif. Il est dédié à la promotion de l'intégration européenne par le biais d'analyses et de débats. En outre, il soutient et stimule les décideurs politiques européens dans leur prise de décisions éclairées fondées sur l'observation et l'analyse des faits. Il fournit également une plateforme visant à associer les partenaires, acteurs et citoyens à l'élaboration des politiques de l'UE et à l'avenir de l'Europe: <http://www.epc.eu/about.php>

# Un meilleur financement des villes entraînera de meilleurs résultats pour les citoyens

La politique de cohésion symbolise depuis longtemps la solidarité entre les États membres et les régions de l'UE. Elle a permis de considérablement améliorer les services publics et les infrastructures du continent.

La politique de cohésion continue d'apporter des résultats clairs et visibles aux citoyens dans des domaines tels que l'accès à l'éducation, les soins de santé et les services sociaux, une meilleure qualité de l'air et de l'eau, ainsi qu'une meilleure mobilité plus durable.

Dans ma ville, Gand, les fonds structurels ont permis d'investir dans des solutions à faible et haute technologie. Nous avons investi 5 millions d'EUR du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour créer un nouveau centre d'affaires. Un bâtiment de pointe réutilisera les ressources naturelles et stimulera la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat. En même temps, le FEDER fournit également un capital d'amorçage considérable pour expérimenter de nouvelles formes de prise de décision et d'innovation sociale, en apportant des résultats clairs et visibles à nos citoyens et en améliorant leur qualité de vie.

Toutefois, dans le contexte du Brexit et en raison des conséquences à plus long terme des crises financières, le prochain cycle de négociations sur la politique de cohésion aura lieu dans une atmosphère sensiblement différente. Il laisse plusieurs questions en suspens en ce qui concerne la capacité précise du prochain budget de l'UE.

Ce défi nous donne une occasion de repenser notre manière de faire en Europe, et d'associer davantage les citoyens à la prise de décision. La politique de cohésion peut être un élément essentiel pour parvenir à une Europe

plus forte et plus unie, où les citoyens se sentent concernés par l'idée européenne et voient comment l'UE contribue à améliorer la qualité de vie dans nos villes.

Les villes sont bien placées pour travailler en partenariat avec les décideurs politiques européens pour concevoir une politique centrée sur les besoins des citoyens. Représentant le niveau de gouvernement le plus proche des citoyens, nous pouvons connecter l'investissement de l'UE aux besoins locaux, en garantissant un meilleur rendement du financement. Le dernier document d'orientation d'EUROCITIES prône la poursuite d'une politique de cohésion forte après 2020, qui s'appuie sur trois principes:

- 1) Premièrement, la politique de cohésion doit continuer de couvrir toutes les régions. Il s'agit d'une politique en faveur de la solidarité européenne.
- 2) Deuxièmement, une meilleure application du principe de partenariat doit contribuer à associer davantage les villes et permettre un meilleur accès au financement. La plupart des défis globaux sont concentrés dans les villes. C'est là que les solutions sont le plus souvent mises en œuvre.
- 3) Troisièmement, la simplification des sources de financement actuelles, en passant notamment par une meilleure intégration du Fonds social européen et du Fonds européen de développement régional, aidera les villes à fournir plus efficacement les services essentiels.

Nous avons de nombreuses raisons d'être fiers de l'Europe: paix durable, richesses accrues et solidarité. Néanmoins, l'UE est ébranlée par le Brexit et la montée de l'euro-scepticisme. Une politique de cohésion forte qui soutient efficacement les villes et les régions dans leurs efforts pour relever les défis peut faire partie des instruments les plus solides pour surmonter ces crises. ■



Daniël Termont  
Bourgmestre de Gand et président  
d'EUROCITIES

« La politique de cohésion peut être un élément essentiel pour parvenir à une Europe plus forte et plus unie, où les citoyens se sentent concernés par l'idée européenne et voient comment l'UE contribue à améliorer la qualité de vie dans nos villes. »



EUROCITIES est un réseau de grandes villes européennes. Ses membres sont les administrations locales et municipales élues de grandes villes européennes. À travers six forums thématiques, un large éventail de groupes de travail, de projets, d'activités et d'événements, il offre aux membres une plateforme pour partager les connaissances et échanger des idées sur les questions qui affectent le quotidien des Européens:

<http://www.eurocities.eu/eurocities/home>



# Les fonds de cohésion de l'UE et la lutte contre la pauvreté

**Le manque de progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif Europe 2020 qui vise une réduction d'au moins 20 millions du nombre de personnes touchées par la pauvreté n'est pas seulement imputable à la crise financière, mais aussi à l'échec de la mise en œuvre d'un programme socioéconomique plus équilibré.**



Leo Williams  
Directeur du réseau européen  
de lutte contre la pauvreté

Cet échec engendre une crise sociale et démocratique. Le socle européen des droits sociaux récemment proposé pourrait constituer les prémisses d'une réponse concrète – mais il exige de sérieux engagements en matière de suivi et de mise en œuvre au niveau national.

«*Le prochain cycle du Fonds européen de cohésion devrait envisager une affectation plus importante de fonds FSE en faveur de l'inclusion sociale.*»

La situation serait encore plus critique sans la poursuite de l'objectif de réduction de la pauvreté et les efforts considérables mis en œuvre pour assurer le suivi de la stratégie Europe 2020 et du processus du Semestre. L'un des efforts les plus significatifs visant à réduire le nombre de citoyens en situation de pauvreté a été l'affectation de 20% du Fonds social européen en faveur de l'inclusion sociale. Selon une première évaluation de la Commission, l'ensemble des États membres respectent leurs engagements à ce niveau. Cependant, si la Commission veut vraiment lutter contre la pauvreté, elle doit instaurer un suivi et préparer des rapports complémentaires qui mettront au jour la part du volet «inclusion sociale» dans l'ensemble

des mesures financées, et déterminer si ces dernières sont véritablement efficaces pour aider les citoyens à sortir de la précarité.

La plateforme FSE, avec le soutien de la Commission, et plus particulièrement le réseau thématique sur l'inclusion, offre l'occasion de discuter des actions d'inclusion sociale financées par le FSE. Les échanges s'articulent autour de trois thématiques:

- 1) l'innovation dans la prestation des services sociaux, en mettant plus particulièrement l'accent sur la désinstitutionnalisation;
- 2) les actions visant les groupes et les communautés qui connaissent des niveaux de pauvreté élevés et font l'objet de fortes discriminations, en particulier les sans-abris et les Roms;
- et 3) les actions visant à soutenir des approches d'inclusion active centrées plus particulièrement sur les passerelles intégrées et la promotion de la participation dans la société et le marché du travail. Cette approche devrait permettre d'identifier les indicateurs d'inclusion sociale et vérifier l'efficacité de l'affectation des fonds en faveur de l'inclusion sociale.

Le prochain cycle du Fonds européen de cohésion devrait envisager une affectation plus importante de fonds FSE en faveur de l'inclusion sociale. L'efficacité des actions d'inclusion sociale, mesurée à l'aune de leurs indicateurs, dépend de l'engagement à y investir le temps et les ressources nécessaires. De plus, le programme du Fonds européen d'aide aux plus démunis, qui accorde une attention particulière à l'inclusion sociale, l'aide alimentaire et l'assistance matérielle, prouve que les fonds de l'UE peuvent aider efficacement les personnes et les communautés en proie à la pauvreté et à l'exclusion.

Cette pratique met en évidence le fait que le futur cadre financier de l'UE, ainsi que le soutien en faveur de l'aide alimentaire, devraient comprendre un programme de grande envergure consacré à l'inclusion sociale. De telles mesures sont nécessaires afin de donner un sens au socle des droits sociaux. ■



Le réseau européen de lutte contre la pauvreté est le plus grand réseau européen de réseaux nationaux, régionaux et locaux, impliquant des ONG de lutte contre la pauvreté et les groupes de base ainsi que les organisations européennes, actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale:

<http://www.eapn.eu/>

# Créer une «alliance de volontaires»

Karl-Heinz Lambertz, président de l'Association des régions frontalières européennes et futur président du Comité européen des régions, souligne l'importance de la coopération transfrontalière pour stimuler le développement économique et la cohésion.



## *Quelle est la valeur ajoutée de la politique européenne de cohésion pour les régions frontalières de l'UE?*

L'Union européenne est divisée par de nombreuses frontières intérieures qui accentuent les différences en matière de compétences, de structures, de lois sociales et fiscales, et posent souvent des problèmes. Les régions frontalières et transfrontalières sont en outre confrontées à des obstacles géographiques, comme les frontières qui suivent les fleuves et les chaînes de montagne. Les frontières sont souvent considérées comme des barrières infranchissables qui nécessitent trop d'efforts et de temps à surmonter. Néanmoins, une coopération transfrontalière efficace montre que les différends peuvent également constituer une source de croissance économique et de compréhension mutuelle. Parvenir à une intégration européenne durable et efficace nécessite donc une étroite collaboration en recourant à la coopération transfrontalière. En l'absence de cohésion le long des frontières européennes, il sera difficile d'atteindre l'ob-

jectif de cohésion territoriale du traité pour l'ensemble de l'UE.

Sans le soutien de la politique de cohésion, les régions frontalières ne pourraient jamais développer leur potentiel en raison de la divergence des priorités locales et régionales. Nous manquons bien trop souvent les occasions de recourir à une «masse critique» d'investissements qui n'a de sens que si elle est mise en œuvre dans des projets transfrontaliers comme, par exemple, les hôpitaux, les services transfrontaliers, les installations de gestion des déchets, la coopération économique, etc. Le défi consiste à conférer un nouveau rôle aux frontières, à les transformer en salles de réunion. Ceci illustre la véritable valeur ajoutée de la politique de cohésion dans les régions frontalières d'Europe.

## *Pouvez-vous résumer les principales réalisations accomplies et les défis qu'il reste à relever?*

La politique de cohésion aide les régions frontalières à développer leur potentiel en

surmontant les différences au niveau des priorités qui existent de chaque côté de la frontière. La coopération transfrontalière a un impact positif sur les régions frontalières de l'Europe, en ce qui concerne la croissance économique et l'emploi notamment. Elle complète toujours les mesures nationales en place et contribue considérablement à la mise en œuvre des stratégies européennes actuelles et à venir.

Elle va bien au-delà de l'échange d'expérience et de la coordination. Elle mène à une coopération pratique qui a fait ses preuves dans les domaines du développement des infrastructures, de la coopération économique, de l'innovation et de la recherche, du marché du travail, du tourisme, de la culture et bien d'autres.

En plus d'être un instrument de développement économique et de réduction des disparités régionales, la politique de cohésion démontre la valeur ajoutée de l'UE au sein de l'Union et dans toutes les régions et les villes. En outre, elle illustre parfaitement la solidarité et l'unité européennes.

“ *Les frontières sont souvent considérées comme des barrières infranchissables qui nécessitent trop d’efforts et de temps à surmonter. Néanmoins, une coopération transfrontalière efficace montre que les différends peuvent également constituer une source de croissance économique et de compréhension mutuelle.* ”



Elle conduit à une Europe plus forte et plus résiliente, conformément à notre objectif commun défini dans la déclaration de Rome.

*Quelles sont les principales priorités pour les régions frontalières en ce qui concerne l’avenir des finances de l’UE?*

Les régions frontalières, comme toutes les régions de l’UE, souhaitent que le budget de l’UE ait une réelle influence sur la vie de tous les citoyens. Au lieu d’augmenter le nombre de programmes financés et centralisés par l’UE, les régions frontalières privilégient des fonds européens conçus pour soutenir des stratégies transfrontalières de développement en fonction des besoins régionaux. C’est ce que nous appelons l’approche «territoriale» indispensable à la politique de cohésion.

Il est donc important que le soutien financier envisagé pour la coopération territoriale européenne après 2020 augmente, et bien davantage que l’allocation actuelle de 3% des Fonds structurels et d’investissement européens.

Nous devons également nous assurer que nos procédures destinées à gérer les fonds sont uniformisées et simplifiées, comme le prévoit l’initiative «Un budget axé sur les résultats» menée par la Commission européenne.

*En tant que prochain président du Comité européen des régions (CdR), à dater du 12 juillet, comment voyez-vous l’avenir de la politique et des Fonds ESI après 2020?*

Lors de notre séance plénière du mois de mai, le CdR a été la première instance européenne à adopter sa position officielle sur l’avenir de la politique de cohésion. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur d’intenses échanges de vues avec les villes et régions européennes, la Commission européenne, le Parlement européen, ainsi qu’avec de nombreux États membres et parties prenantes.

“ *Toutes les personnes qui travaillent avec et pour l’UE ont pour objectif d’améliorer la vie de ses citoyens et de leur être bénéfique.* ”

Selon moi, la fonction de futur président du CdR consistera à promouvoir des idées communes sur l’avenir de la politique de cohésion, en tenant également compte du débat sur l’avenir de l’Europe et de la sortie du Royaume-Uni de l’UE.

Toutes les personnes qui travaillent avec et pour l’UE ont pour objectif d’améliorer la vie de ses citoyens et de leur être bénéfique. Je suis profondément convaincu que nous ne pouvons aborder la montée du populisme et le manque de confiance ressenti par de nombreux citoyens européens qu’en démontrant les avantages de l’UE sur leur vie et leurs communautés. C’est précisément l’objectif de la politique de cohésion et la raison pour laquelle nous aurons plus que jamais besoin d’elle à l’avenir.

Nous tâcherons de créer une «alliance de volontaires» pour défendre une réforme de la politique de cohésion qui devrait être radicalement simplifiée et s’appuyer sur un partenariat solide avec les villes et les régions. Cette démarche suppose également de mettre davantage l’accent sur l’évaluation des impacts territoriaux des politiques de l’UE afin de s’assurer qu’elles soutiennent toutes l’objectif de cohésion économique, sociale et territoriale du traité. ■

# L'ARE au service d'une politique de cohésion post 2020 axée sur les résultats

L'Assemblée des régions d'Europe (ARE) croit en une nouvelle vision pour l'avenir de la politique de cohésion: un mécanisme de mise en œuvre simple et qui obtient des résultats à travers l'Europe.



Michiel Rijsberman  
Rapporteur de l'ARE  
politique de cohésion post 2020  
Ministre régional de la province  
de Flevoland (NL)

Les régions d'Europe collaborent au quotidien avec la politique de cohésion et formulent des propositions pour baliser un avenir meilleur. L'ARE a mis en place une task-force dédiée à la politique de cohésion qui a adopté une déclaration le 1<sup>er</sup> juin 2016 à Sankt Pölten, en Autriche. Le document a recensé quatre domaines: vision à long terme; simplification et audit; combinaison des fonds structurels d'investissement européens avec d'autres fonds; et gouvernance à plusieurs niveaux et surréglementation («gold plating»).

La politique de cohésion doit faire l'objet d'une refonte afin de relever les défis européens à venir: l'augmentation de la valeur publique attachée aux Fonds ESI dans le sillage du Brexit, les coupes budgétaires dans l'UE et l'émergence de nouveaux défis européens. Le faible taux d'absorption et le mécanisme de mise en œuvre fastidieux

grèvent la politique de cohésion. Les Fonds ESI ont toutefois généré de la valeur ajoutée. La seule voie pour aller de l'avant réside dans une politique de cohésion axée sur les résultats, des objectifs de l'UE clairs et un mécanisme de mise en œuvre simple pour ses bénéficiaires.

Les principaux défis économiques, sociaux et territoriaux auxquels les régions sont confrontées doivent constituer la pierre angulaire de la vision de la politique de cohésion post 2020. L'octroi de subventions à l'innovation dans la transition énergétique, le changement climatique et l'inclusion sociale dans nos régions fait de la politique de cohésion bien plus qu'un mécanisme visant à résorber les disparités salariales au sein des régions d'Europe. L'amélioration de la qualité de vie des citoyens européens est le but premier de chaque euro dépensé au titre des subventions. Une vision de l'Europe de demain qui intègre des objectifs européens communs devrait définir une orientation et susciter un sentiment d'appartenance chez les bénéficiaires.

« Les principaux défis économiques, sociaux et territoriaux auxquels les régions sont confrontées doivent constituer la pierre angulaire de la vision de la politique de cohésion post 2020. »

Les mécanismes de mise en œuvre renouvelés devraient prévoir: la prévention de la surréglementation; un règlement uniforme pour les différents Fonds ESI; et des régimes d'audit différenciés fondés sur la proportionnalité dans les taux d'erreurs et l'échelle des programmes. ■



L'Assemblée des régions d'Europe est le plus grand réseau indépendant de régions dans la grande Europe, réunissant des régions issues de 35 pays. Elle a toujours joué un rôle actif dans les débats liés à la politique de cohésion. En septembre dernier, l'initiative «Pour une politique régionale forte et renouvelée pour toutes les régions après 2020» a été signée par plus de 300 présidents régionaux.

<http://aer.eu/>



# Animer la 7<sup>e</sup> conférence sur la politique de cohésion 2017

En tant que modératrice de la 7<sup>e</sup> conférence sur la politique de cohésion de l'UE qui se tiendra cette année à Bruxelles, je suis impatiente de pouvoir interagir avec les intervenants, les participants aux différentes tables rondes, le public, les citoyens européens et d'autres au cours de cet événement de deux jours.

La conférence de cette année est quelque peu assombrie par le Brexit. Ce dernier aura en effet un impact considérable sur les prochains budgets de l'UE, et notamment sur les fonds de la politique de cohésion. Il est actuellement impossible de calculer avec précision le coût financier engendré par la sortie du Royaume-Uni sur les prochains budgets européens. Selon certaines estimations, le déficit annuel se situerait entre 5 à 17 milliards d'EUR en fonction de différents facteurs, dont la conclusion dure ou en douceur d'un accord de sortie.

En tant que journaliste irlandaise, je suis parfaitement consciente des implications économiques et politiques du retrait du Royaume-Uni de l'UE. Une frontière sépare en effet la République d'Irlande et l'Irlande du Nord et elle posera de gros problèmes après le Brexit. Il pourrait également avoir un impact négatif sur l'important commerce entre les deux pays. La question de l'Irlande mise à part, la gestion d'un potentiel déficit financier représentera un défi colossal à relever pour l'UE et son budget après 2020, quand le Royaume-Uni sera sorti de l'Union. Le sujet du Brexit sera donc inévitable lors de la prochaine conférence sur la politique de cohésion.

Un des premiers débats que j'animerai au cours de la première journée portera sur la manière dont la politique de cohésion peut contribuer à moderniser l'économie européenne. En général, quand j'anime les tables rondes sur la modernisation des économies européennes, le sujet de l'impact croissant de la numérisation sur l'industrie et la société revient inlassablement. Les questions relatives aux camions sans conducteur, aux chaînes de production autonomes et à la robotique de pointe sont fréquemment débattues durant ces rencontres.

*« En tant que journaliste irlandaise, je suis parfaitement consciente des implications économiques et politiques du retrait du Royaume-Uni de l'UE. Une frontière sépare en effet la République d'Irlande et l'Irlande du Nord et elle posera de gros problèmes après le Brexit. »*

La manière dont les pays de l'UE accueillent ce passage au numérique est une question importante. Elle est particulièrement pertinente pour les régions et les villes qui ne seraient pas aussi avancées que les autres. En effet, si elles échouent à faciliter le type d'avancée numérique dont elles ont besoin pour rester économiquement et socialement viables, elles encourent le risque d'être laissées de côté. Dans ce cas, nous aurions ce qui pourrait s'assimiler à une Europe à deux vitesses avec certains pays bien plus avancés technologiquement que les autres.



Karen Coleman  
animatrice/journaliste/modératrice

Nous vivons désormais dans une époque où nous devons régulièrement développer nos compétences et nous recycler afin de rester indispensables dans nos emplois et nos sociétés. Si nous nous déconnectons de la sphère numérique, nous pourrions être laissés en retrait dans un monde de plus en plus axé sur la technologie.

Les régions et les villes doivent donc faire preuve de clairvoyance dans leur transition des anciennes vers les nouvelles économies, qu'il s'agisse de faciliter le recyclage des camionneurs ou d'intégrer la robotique de manière à améliorer le rôle des citoyens dans la société plutôt que de les remplacer. La Commission européenne doit également s'assurer de ne pas entraver leurs tentatives de modernisation en leur imposant une myriade de règles, de réglementations et de formalités administratives inutiles. En effet, si les régions et les villes échouent à saisir ce passage au numérique, nous ne pourrions pas profiter de la cohésion que l'UE espère mettre en place. ■

[www.karencoleman.com](http://www.karencoleman.com)  
[@KarenColemanIRL](https://twitter.com/KarenColemanIRL)



# Préparez-vous pour la Semaine européenne des régions et des villes 2017

En 2017, la Semaine européenne des régions et des villes prendra le titre «Les régions et les villes contribuent à un avenir meilleur». L'événement comprendra environ 100 ateliers, débats et activités de mise en réseau qui accueilleront près de 5000 participants. En plus des ateliers situés à Bruxelles, un programme d'événements locaux sera mis en place à travers l'Europe entre septembre et décembre 2017.

La 15<sup>e</sup> Semaine européenne des régions et des villes (SERV) aura lieu juste avant la publication du rapport sur la cohésion et la présentation du cadre financier pluriannuel 2020-2026 de l'UE. La SERV peut ainsi servir de plateforme de collecte et de présentation des opinions des régions et des villes sur le budget et les propositions législatives ultérieures, notamment en ce qui concerne la politique de cohésion et le développement rural.



**15<sup>e</sup> SEMAINE EUROPÉENNE DES  
RÉGIONS ET DES VILLES 2017**

**9-12 OCTOBRE 2017, BRUXELLES  
INSCRIPTIONS DÉBUTENT  
LE 10 JUILLET**

**POUR EN SAVOIR PLUS**  
[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/  
regions-and-cities/2017/index.cfm](http://ec.europa.eu/regional_policy/regions-and-cities/2017/index.cfm)

## Construire des régions et des villes résilientes

Ce volet s'intéressera à l'incidence économique et sociale de la mondialisation et à la réponse politique à apporter au niveau européen, national, régional et local. Il permettra aux participants de présenter et de débattre des nouvelles stratégies destinées à favoriser le changement, en particulier la manière de rendre les villes européennes plus intelligentes et plus résilientes.

**Les ateliers seront notamment consacrés**, aux possibilités qu'offre le numérique dans les domaines de la planification innovante, de la transformation industrielle, de la spécialisation intelligente et d'une meilleure gouvernance afin de relever les défis actuels et favoriser l'emploi et l'investissement à tous les niveaux de l'UE.

## Les régions et les villes, actrices du changement

Ce volet abordera les ajustements à apporter éventuellement à la politique régionale et urbaine de l'UE pour les cinq à dix prochaines années. Il encouragera également davantage de réflexions générales sur l'UE du point de vue des régions et des villes. Il fournira une plateforme servant à illustrer les contributions efficaces des régions et des villes européennes au projet européen. En outre, il leur permettra d'exprimer leur point de vue lors du grand débat politique parallèlement au processus «Réflexions sur l'Europe» lancé par le Comité des régions de l'UE.

**Les ateliers se pencheront** sur la façon dont les écosystèmes locaux et régionaux réduisent les disparités grâce, notamment, à l'économie circulaire, à la troisième révolution industrielle, aux données ouvertes, à un développement territorial intégré, aux laboratoires urbains, et aux actions en matière de recherche et d'innovation, tout en se tournant vers l'avenir.

## Partager des connaissances pour arriver à des résultats

Dans ce volet, les autorités régionales et nationales chargées de mettre en œuvre les programmes soutenus par les Fonds structu-

rels et d'investissement européens auront la possibilité d'échanger des expériences et des bonnes pratiques relatives à la gestion des programmes au cours de la période 2014-2020. Parmi les principaux sujets abordés figure la réduction de la charge administrative qui pèse sur les bénéficiaires en recourant à la simplification. D'autres options de renforcement des institutions et des capacités administratives sont également envisagées à tous les niveaux des administrations.

Des débats avec des professionnels seront intégrés au volet ainsi que les opinions du monde universitaire et des participants de pays non membres de l'UE intéressés par le processus d'intégration européenne. Ces échanges s'articuleront d'un point de vue institutionnel en ciblant les politiques qui favorisent la cohésion européenne.

**Les ateliers examineront** les thématiques suivantes: les systèmes d'innovation régionaux, l'analyse de l'impact territorial, comment passer de l'apprentissage à l'action, les villes efficaces dans l'utilisation des ressources, l'analyse coûts-avantages, la collaboration interrégionale, des performances plus durables grâce aux pôles d'innovation.

## RegioStars



L'objectif des prix RegioStars consiste à recenser les bonnes pratiques en matière de développement régional et à mettre en lumière les projets originaux et innovants qui pourraient attirer et inspirer d'autres régions.

### Les catégories de prix pour 2017 sont:

1. Spécialisation intelligente pour l'innovation dans les PME
2. Union de l'énergie: Action pour le climat
3. Autonomisation et participation active des femmes
4. Éducation et formation
5. CityStars: les villes en transition numérique

Les membres du jury des prix RegioStars, présidé par le député européen Lambert Van Nistelrooij, évaluent actuellement 110 candidatures soumises cette année.

La cérémonie de remise des prix RegioStars 2017 aura lieu à Bruxelles le mardi 10 octobre. Cette année marquera également le 10<sup>e</sup> anniversaire des prix, et, pour la deuxième année consécutive, un prix sera décerné par le public.

### POUR EN SAVOIR PLUS

[http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/regio-stars-awards/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/regio-stars-awards/)

## Événements locaux

Entre septembre et décembre 2017, chaque partenariat régional est tenu d'organiser un événement local intitulé «L'Europe dans ma région/ville» qui se présente sous la forme d'un dialogue avec les citoyens. Un membre du Comité européen des régions (CdR) prendra part à cet événement.

L'objectif de ces dialogues avec les citoyens consiste à écouter et rapporter directement les points de vue des villes et des régions ainsi que le contenu des débats. Ces dialogues font partie intégrante de l'initiative «Réflexions sur l'Europe» qui, au printemps 2018, nourrira l'avis du CdR sur le thème «Réflexions sur l'Europe: la voix des collectivités locales et régionales pour redonner confiance dans l'Union européenne». Ils permettent ainsi aux régions et aux villes de véritablement contribuer au processus politique. Il s'agit d'attirer un grand nombre de participants, y compris le grand public, des responsables politiques et des experts, et de les sensibiliser sur l'impact des politiques européennes sur leur région et leur ville. ■



### POUR EN SAVOIR PLUS

<http://cor.europa.eu/fr/events/Pages/reflecting-eu.aspx>



## « Interreg Volunteer Youth »:

# promouvoir la coopération et la solidarité au-delà des frontières

Le corps européen de solidarité (CES) est une nouvelle initiative de l'Union européenne qui vise à donner aux jeunes la possibilité de se porter volontaires ou de travailler dans le cadre de projets dans leur pays ou à l'étranger et destinés à aider des communautés et des personnes dans toute l'Europe.

La politique régionale de l'UE s'est associée à l'initiative avec 1 million d'EUR pour donner aux programmes transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux et à leurs projets connexes l'occasion d'accueillir des volontaires (des citoyens européens âgés entre 18 et 30 ans) pour une durée de deux à six mois. L'objectif est de soutenir, promouvoir et rapporter les réalisations des programmes et des projets Interreg tout en sensibilisant davantage sur les bienfaits de la collaboration entre les pays de l'UE.

Voici les témoignages des deux premières jeunes volontaires participant à l'initiative Interreg Volunteer Youth (IVY), gérée par l'Association des régions frontalières européennes.

**S**trasbourg, 14 septembre 2016: Je suis entrée dans le Parlement européen et j'ai pris place dans l'hémicycle. J'étais impatiente d'écouter Jean-Claude Juncker prononcer son discours sur l'état de l'Union.

«La solidarité est le ciment de notre Union. [...] Quand des collines brûlaient au Portugal, ce sont des avions italiens qui ont éteint les flammes. [...] C'est dans ce même esprit que la Commission propose aujourd'hui de créer un corps européen de solidarité. Les jeunes de toute l'Union pourront proposer leur aide là où elle sera le plus utile [...].»

Ayant grandi et étudié durant de nombreuses années dans des régions transfrontalières, j'ai appris à apprécier la valeur ajoutée de la cohésion territoriale et de l'intégration dans un espace transnational. Quand vous franchissez quotidiennement une frontière, que ce soit pour travailler ou pour faire un jogging, vous prenez conscience que ces frontières ne sont pas des obstacles, et c'est important.

Pour moi, l'UE représente la solidarité, la démocratie et la liberté de circulation. Ce sont des pays qui partagent une vision commune, des personnes qui coopèrent, qui défendent les droits de l'homme et qui luttent contre les inégalités. Ce sont des citoyens qui vivent en paix.

«Quand vous franchissez quotidiennement une frontière, que ce soit pour travailler ou pour faire un jogging, vous prenez conscience que ces frontières ne sont pas des obstacles, et c'est important.»

Ce corps européen de solidarité permet de promouvoir et d'encourager toutes ces valeurs, en renforçant le ciment qui lie les Européens.

J'ai débuté mon expérience de volontaire dans le cadre de l'initiative Interreg Volunteer Youth, le lundi 20 mars. En tant que journaliste attachée au secrétariat conjoint du Programme transnational du Danube (DTP), je cherche à soutenir, promouvoir et rapporter l'importance de la coopération au-delà des frontières intérieures et les avantages de l'intégration territoriale européenne. Le DTP vise à encourager la cohésion économique, sociale et territoriale en relevant des défis communs où la coopération transnationale doit apporter des résultats concrets.

Mon étroite collaboration sur les 54 projets approuvés au titre du premier appel à propositions m'a donné un meilleur aperçu, plus approfondi, de la manière dont la coopération transnationale prépare le terrain pour les projets complets et à long terme, dans une perspective durable. La coopération entre les pays peut véritablement aider à résoudre des problèmes communs. Elle permet d'enrichir les connaissances sur les meilleures pratiques et leçons apprises dans d'autres pays. Rapprocher les Européens facilite également le partage des idées et des atouts, ce qui favorise l'élaboration de stratégies pour atteindre les objectifs communs.

Être la première volontaire CES/IVY déployée sur le terrain m'a permis de vivre des expériences très précieuses. J'ai pu vivre l'expérience d'une vie: participer à la journée portes ouvertes de l'UE à Bruxelles, être filmée par la Commission européenne pour une vidéo, donner des interviews à la radio et dans les journaux, rencontrer le commissaire en charge du budget et des ressources humaines ainsi que le président du Comité européen des régions, évoquer toute cette aventure au cours d'un séminaire pour les journalistes hongrois... Quel parcours exigeant mais grandiose, et ce n'est que le début!

*Manon, France (à gauche)*



Originnaire d'Allemagne, pourquoi devrais-je m'intéresser à la Pologne, au Danemark, à la Suède et à la Lituanie? Ce qui m'a motivée à me porter volontaire pour le programme Sud de la Baltique d'Interreg, un programme de coopération transfrontalière spécial associant plu-

sieurs régions du Sud de la Baltique, c'est que je crois fermement en la valeur ajoutée apportée par la coopération aux citoyens européens. Je crois en outre que le corps européen de solidarité peut offrir aux participants de l'initiative Interreg Volunteer Youth l'occasion unique de contribuer de manière significative à l'instauration d'un climat de confiance, d'un sentiment d'appartenance à la communauté, qui est mutuellement bénéfique et enrichissant. Alors qu'elle associe différents partenaires aux niveaux local, régional, national et européen, l'approche ascendante unique d'IVY m'a fait voir la solidarité comme une communauté élargie qui encourage la coopération entre les pays et comprend différents degrés d'appartenance complémentaires.

En passant de la théorie à la pratique, quelles ont été mes expériences jusqu'à présent? Ma courbe d'apprentissage en tant que journaliste d'IVY a débuté par un «big bang»: la journée portes ouvertes de l'UE au Berlaymont à Bruxelles. Plus de 30 directions générales de la Commission européenne ont présenté leurs activités à près de 12 000 citoyens! Manon et moi avons géré les interviews et informé les visiteurs intéressés. Nous avons même eu l'occasion de partager notre avis sur le CES lors d'une émission radio diffusée en direct.

«Ce qui m'a motivée à me porter volontaire pour le programme Sud de la Baltique d'Interreg, c'est que je crois fermement en la valeur ajoutée apportée par la coopération aux citoyens européens.»

Je retourne en Pologne cet été. J'ai hâte d'effectuer des reportages «sur le terrain» sur de nombreux projets de coopération territoriale européenne intéressants.

La journée du 6 mai s'est terminée sur une note positive. Venir d'Allemagne et me porter volontaire pour ce programme de coopération transfrontalière spécial dans la région du Sud de la Baltique m'a permis d'élargir mes horizons, a accru mon sens de la solidarité et a renforcé ma conviction de trouver des solutions conjointes aux défis communs actuels. J'espère que ma courbe d'apprentissage en tant que journaliste d'IVY continuera de monter de manière aussi prometteuse qu'à ses débuts, et que de nombreux jeunes IVY porteurs d'un regard neuf et optimiste rejoindront les rangs du CES à l'avenir.

*Yasmin, Allemagne (à droite)*



#### POUR EN SAVOIR PLUS

[https://europa.eu/youth/solidarity\\_fr](https://europa.eu/youth/solidarity_fr)  
<https://www.interregyouth.com/>



A portrait of a young man with short dark hair and a beard, wearing a dark suit jacket over a light-colored shirt. He is smiling and looking towards the camera. The background is a bright, slightly blurred outdoor setting.

Liam

A portrait of a young woman with long, wavy brown hair and glasses, wearing a dark top. She is smiling and looking towards the camera. The background is a plain, light color.

Sara

A portrait of a young man with short dark hair and a beard, wearing a dark suit jacket over a maroon shirt. He is looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a plain, light color.

Andrew

## Rapports d'étudiants

### sur des projets Interreg à Malte

**La réunion annuelle Interreg 2017 s'est tenue du 26 au 28 avril à Malte. Elle a été organisée par la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne avec le soutien de la présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne.**

Lors de cet événement, les participants ont eu l'occasion de visiter l'un des trois projets suivants:

- le projet transfrontalier Lithos sur la protection et la valorisation du patrimoine historique;
- le projet transnational CypFire sur la protection du patrimoine naturel des régions méditerranéennes contre les incendies;
- les infrastructures de traitement des eaux usées dans le Sud de Malte.

Des étudiants de l'école de journalisme du MCAST (Malta College of Arts Science and Technology) ont également été invités à participer. Ces visites de projets ont permis à ces jeunes de découvrir les avantages concrets de la coopération. Vous trouverez leurs impressions sur ces visites ci-dessous.

#### Lithos

Ce projet transfrontalier entre Malte et la Sicile est axé sur la protection et la valorisation du patrimoine historique. Selon Daphne Marie Fenech, l'architecte en chef du projet Lithos au palais de l'Inquisiteur à Vittoriosa, le projet se concentre essentiellement sur la synergie entre les compétences historiques de deux partenaires (Malte et la Sicile) ainsi que sur leur capacité à les utiliser pour restaurer le bâtiment et les structures qui seraient autrement perdus.

Le projet a recouru à la stéréotomie. Cette technique de premier plan s'articule autour des connaissances géométriques de dessin et de découpe de blocs de matériaux solides. Fenech a également déclaré que les résultats concrets du projet avaient joué en faveur de l'octroi d'un financement du fonds régional européen. Ainsi, un musée et un centre de formation ont vu le jour avec les matériaux, les équipements et l'expertise importés de Raguse, en Sicile.

En abordant les avantages d'une collaboration avec un autre État membre de l'UE dans un projet transfrontalier, Fenech a ajouté que la communication entre les parties était exceptionnelle et qu'une plateforme telle que l'UE permettait de mettre en place un groupe de pays en quête de partenaires dans des projets similaires.

Outre la restauration des anciennes structures et infrastructures, le projet visait aussi à relancer les techniques de maçonnerie à Malte. Avant le lancement de ce projet et d'autres initiatives similaires, les architectes locaux craignaient la fin de la maçonnerie et d'autres professions historiques liées à l'architecture.

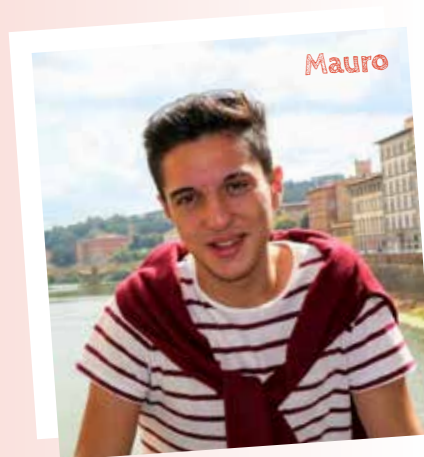
Le rôle important du MCAST a également été souligné durant cette réunion d'information. Le travail de l'institution ainsi que les différentes recherches menées par Heritage Malta ont ainsi suscité quelques vocations dans ce secteur.

*Liam*





Miguela



Mauro

## CypFire

Le 27 avril, j'ai eu la chance d'assister à l'événement du projet CypFire organisé par la Commission européenne. Avant la visite de quelques sites, un débat s'est tenu au conseil local de Mgarr, où nous avons été accueillis par le maire Paul Vella qui a présenté trois autres intervenants: Roberto Danti, Gianni Della Rocca et Eman Vella.

Tous ont parlé de leur participation à ce projet. Monsieur Danti a pris la parole pour expliquer le but du projet CypFire: supprimer les incendies de forêt grâce à une barrière naturelle composée de cyprès. Il a évoqué la manière dont le projet a vu le jour ainsi que les différentes expériences menées dans différents pays et la diffusion de leurs conclusions.

Monsieur Della Rocca a abordé l'aspect technique du projet en expliquant les propriétés de cette espèce particulière d'arbre appelé cyprès méditerranéen.

Enfin, Eman Vella a évoqué le rôle joué par le conseil local de Mgarr lors des précédentes expériences destinées à déterminer la meilleure espèce de cyprès à utiliser comme barrière naturelle. La ville de Mgarr a été choisie pour planter les arbres car elle dispose de la zone rurale la mieux préservée de Malte et de beaucoup d'espace. Les arbres ont été plantés sur deux sites: près de Gnejna et à Balluta, en 2006 et 2012 respectivement. Le suivi de ces arbres se poursuit, même si le projet CypFire a pris fin.

*Sara et Andrew*

## L'installation de traitement des eaux usées de Ta'Barkat

La réunion annuelle comprenait une visite de l'infrastructure de traitement des eaux usées Ta' Barkat, à Xgħajra, à Malte. Stefan Cachia et David Sacco, ingénieurs de la Water Services Corporation, ont présenté le but et les objectifs du projet, le programme et la principale infrastructure de traitement.

Stefan Cachia a débuté la réunion en présentant CF116, un des projets de gestion des déchets les plus emblématiques de Malte. Ce programme opérationnel a initialement été soumis à la Commission en décembre 2007, et officiellement présenté en juillet 2010. Selon lui, le CF116 restaure la qualité des eaux de baignade conformément à la directive européenne, et élimine les eaux usées non traitées excédentaires déversées dans la mer. Ce projet vise également à supprimer les mauvaises odeurs liées au déversement des eaux usées non traitées. Il a ajouté que le coût du projet avoisinait les 80,1 millions d'EUR.

David Sacco a abordé le but et l'objectif du projet: réduire la pression exercée sur les ressources en eaux naturelles afin de diversifier l'approvisionnement en eau disponible et d'augmenter la proportion des eaux recyclées. Il a également déclaré que les services de gestion des eaux soutiennent 90 trous de forage, 10 stations de pompage et trois installations de dessalement de l'eau de mer par osmose inverse à Malte, ainsi que 44 trous de forage et deux stations de pompage à Gozo.

La Water Services Corporation souhaite continuer d'investir dans l'amélioration de la qualité de vie des Maltais, ce qui représente un investissement pour l'avenir. La délégation a ensuite visité l'installation.

*Miguela et Mauro*

### POUR EN SAVOIR PLUS

<http://webcasting.streamdis.eu/Mediasite/Catalog/Full/5eea1d0698264ad88e78a7cbf397459221>

## ACTUALITÉS [EN BREF]

### LE PORTAIL EUROPÉEN DE PROJETS D'INVESTISSEMENT



Le portail européen de projets d'investissement (EIPP) est un portail web qui permet aux promoteurs de projets – publics ou privés – établis dans l'UE d'atteindre des investisseurs potentiels dans le monde entier. Conçu pour répondre au souhait des investisseurs de trouver plus d'opportunités d'investissement sur une plateforme centrale d'information, il propose une recherche avancée et des critères de filtrage, afin de faciliter leur recherche de projets en tenant compte de leurs préférences.

Le portail améliorera la visibilité des projets européens pour un vaste réseau d'investisseurs internationaux, en les présentant dans un format structuré et harmonisé.

---

#### VOUS POUVEZ PRÉSENTER VOTRE PROJET D'INVESTISSEMENT SUR

<https://ec.europa.eu/eipp/desktop/fr/index.html>

### POLOGNE: UNE INITIATIVE DE LA COMMISSION AIDE LES RÉGIONS À BAS REVENUS À RATTRAPER LEUR RETARD



Dans le cadre de l'assistance personnalisée de la Commission européenne aux régions de l'UE à faibles revenus et à faible croissance, soutenue par les fonds de la politique de cohésion, une initiative pilote d'un an enregistre des résultats prometteurs en Pologne. Des experts de la Commission et de la Banque mondiale, ainsi que les autorités nationales et locales polonaises, ont collaboré au cours de l'année écoulée pour élaborer des solutions afin de favoriser le développement économique dans les régions à faibles revenus Podkarpackie et Świętokrzyskie dans l'Est de la Pologne. Ils ont défini des priorités stratégiques, ainsi que des actions concrètes et rapidement applicables pour le milieu universitaire et des affaires et la main d'œuvre.

Sur la base de ces premières actions pilotes prometteuses, un plan de mise en œuvre est actuellement préparé pour reproduire ces projets dans d'autres régions concernées du pays.

---

#### POUR EN SAVOIR PLUS

<http://europa.eu/!Cm83tg>

### PEER 2 PEER FÊTE SON 100<sup>e</sup> ÉVÉNEMENT ET EN CONNAÎTRA D'AUTRES!



TAIEX-REGIO PEER 2 PEER a organisé son 100<sup>e</sup> événement lorsque la délégation hongroise a rendu visite à des experts en Lituanie pour échanger des bonnes pratiques sur la mise en œuvre d'instruments financiers relatifs à l'efficacité énergétique. Lancé il y a seulement deux ans par la DG Politique régionale et urbaine, en étroite coopération avec la DG NEAR, TAIEX-REGIO PEER 2 PEER est un instrument très apprécié et simple d'utilisation conçu pour aider les administrations des États membres à se rencontrer plus facilement et à partager leur expérience sur différents sujets liés à la gestion des fonds structurels et d'investissement européens.

À ce jour, la Commission a reçu 171 demandes d'échanges, dont 100 ont déjà eu lieu et ont associé 1 500 participants issus de 25 États membres de l'UE. Les sujets couverts lors de ces échanges vont des questions de gestion et de contrôle aux instruments financiers, en passant par le développement urbain, la spécialisation intelligente, les marchés publics, etc. Dans leurs rapports, les États membres déclarent que l'instrument est utile, facile à utiliser et non bureaucratique.

---

#### POUR EN SAVOIR PLUS

<http://funding.balticsea-region.eu/>

# Programme

**21 SEPTEMBRE 2017**  
**Journée de la coopération européenne**

**9-12 OCTOBRE 2017**  
 Bruxelles (BE)  
**Semaine européenne des régions et des villes**

**10 OCTOBRE 2017**  
 Bruxelles (BE)  
**Cérémonie des prix RegioStars**

**18-19 OCTOBRE 2017**  
 Budapest (HU)  
**6<sup>e</sup> Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région du Danube**

**21-23 NOVEMBRE 2017**  
 Munich (DE)  
**2<sup>e</sup> Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région alpine**

**27-28 NOVEMBRE 2017**  
 Rotterdam (NL)  
**Forum des villes**

Vous trouverez davantage d'informations sur ces événements dans la section «Programme» du site InfoRegio: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/newsroom/events/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/events/)

## AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant au nom de la Commission n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Cette publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017.

Print: ISSN 1608-3903

PDF: ISSN 1725-8316

© Union européenne, 2017

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont l'Union européenne n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits d'auteur.

Printed in Belgium

Ce magazine est imprimé en anglais, français, allemand, bulgare, grec, espagnol, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/](http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/)

Le contenu de ce numéro a été finalisé en mars 2017.

## PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © Commission européenne  
 Page 4: logo et photo © Gouvernement estonien  
 Page 8: logo et photo © Ministère fédéral de l'économie et de l'énergie, Allemagne  
 Page 9: logo et photo © Chypre, Ministère des finances  
 Page 10: logo et photo © Commission européenne  
 Page 12: logo et photo © Région wallonne  
 Page 13: logo et photo © Région de Crète  
 Page 14: logo et photo © Association suédoise des autorités locales et régions  
 Page 15: logo et photo © Union des villes et municipalités de la république tchèque  
 Page 18: logo et photo © Organisation de coopération et de développement économiques  
 Page 20: logo et photo © Association des villes polonaises

Page 21: logo et photo © Parlement européen  
 Page 22: logo et photo © Ville de Valka (LV) et Ville de Valga (EE)  
 Page 23: logo et photo © Ajutament de Santa Coloma de Gramenet  
 Page 24: logo et photo © London School of Economics and Political Science  
 Pages 26 & 27: © Commission européenne  
 Page 28: logo et photo © Ecole polytechnique Fédérale de Lausanne (CH)  
 Page 29: logo et photo © BusinessEurope  
 Page 30: logo et photo © Cardiff University  
 Page 31: logo et photo © Huron University College, Western University (CA)  
 Page 32: © Commission européenne

Page 36: logo et photo © Conférence des régions périphériques maritimes  
 Page 37: logo et photos © European Policy Centre  
 Page 38: logo et photo © Eurocities  
 Page 39: logo et photo © European Anti-Poverty Network  
 Page 40: photo © Commission européenne; logo © AEBR  
 Page 42: logo et photo © Assemblée des régions européennes  
 Page 43: photo © Karen Coleman  
 Page 46: photo © Commission européenne  
 Pages 48-49: photos © Commission européenne

## RESTEZ CONNECTÉ



#EU7CF



[ec.europa.eu/regional\\_policy](http://ec.europa.eu/regional_policy)  
[cohesiondata.ec.europa.eu](http://cohesiondata.ec.europa.eu)



@EU\_Regional  
#CohesionPolicy | #ESIFunds



EUinmyRegion



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/photos/euregional/)



RegioNetwork



[yammer.com/RegioNetwork](https://www.yammer.com/RegioNetwork)



[ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu\\_en](http://ec.europa.eu/commission/2014-2019/cretu_en)  
@CorinaCretuEU



Office des publications

Commission européenne  
Direction générale de la politique régionale et urbaine  
Communication – Agnès Monfret  
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles  
E-mail: [regio-panorama@ec.europa.eu](mailto:regio-panorama@ec.europa.eu)